

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201125]

12 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la Commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D. 31, D.61, D.241, D242, D243, D. 249, D250 et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif au transfert de droits au paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révisions des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 2014;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 18 décembre 2014;

Vu le rapport du 18 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 56.951/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Considérant l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Considérant l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Considérant l'accord de coopération du 28 mai 2009 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne concernant la mise en œuvre du régime de paiement unique;

Considérant les notifications faites par la Belgique en date du 1^{er} août 2014 et du 1^{er} octobre 2014 en application des articles 9, § 6, 11, § 6, 22, § 2, 23, § 6, 24, § 10, 29, 41, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42, § 1^{er}, 45, § 2, 46, § 8, et 51, § 1^{er}, du Règlement (UE) n° 1307/2013 et des articles 65, § 2, 66, 68, 69, 72 et 74 du Règlement (UE) n° 639/2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Les définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° activité agricole : activité définie à l'article 4, § 1^{er}, c), du Règlement n° 1307/2013;

2° service territorial : service décentralisé du Département des aides de l'administration;

3° Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions;

4° paiement direct : paiement octroyé directement aux agriculteurs au titre du régime de paiement de base, ou du régime de paiement redistributif, ou du régime de paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement, ou du régime de paiement en faveur des jeunes agriculteurs, ou d'un régime de soutien couplé, visés à l'annexe I^{er} du Règlement n° 1307/2013;

5° parcelle agricole : surface continue de terre déclarée par un agriculteur sur laquelle une seule culture est cultivée ou, dans le cas où une déclaration séparée d'utilisation concernant une surface faisant partie d'un groupe de cultures est requise, la surface où cette utilisation spécifique est pratiquée;

6° prairies permanentes : les prairies permanentes et pâturages permanents au sens de l'article 4, § 1^{er}, h), du Règlement n° 1307/2013;

7° recette agricole : toutes les aides agricoles européennes et nationales, et les recettes résultant de la transformation de produits agricoles au sens de l'article 4, § 1^{er}, d), du Règlement n° 1307/2013 de sa propre exploitation, et pour autant que l'agriculteur reste propriétaire du produit résultant de la transformation et que ce dernier soit un produit agricole au sens de l'article 4, § 1^{er}, d), du Règlement n° 1307/2013, avant la déduction de tout coût ou taxe;

8° Règlement n° 1305/2013 : le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

9° Règlement n° 1306/2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

10° Règlement n° 1307/2013 : le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

11° Règlement n° 639/2014 : le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

12° Règlement n° 640/2014 : le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

13° Règlement n° 641/2014 : le Règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la Commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;

14° Règlement n° 809/2014 : le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

15° surface agricole : surface agricole au sens de l'article 4, § 1^{er}, e), du Règlement n° 1307/2013;

16° arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 : arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole.

CHAPITRE II. — *La demande unique*

Art. 2. § 1^{er}. Les agriculteurs et les non agriculteurs demandeurs d'aides au sens de la réglementation européenne effectuent annuellement les demandes d'aides et de paiement via une demande unique, conformément à l'article D.28 du Code wallon de l'Agriculture, ci-après dénommé Code, au titre des régimes suivants :

- 1° le paiement de base;
- 2° le paiement redistributif;
- 3° le paiement pour les pratiques bénéfiques pour le climat et l'environnement, ci-après dénommé « paiement vert »;
- 4° les paiements en faveur des jeunes agriculteurs;
- 5° les indemnités compensatoires en régions défavorisées;
- 6° les mesures agroenvironnementales et climatiques;
- 7° le soutien à l'agriculture biologique;
- 8° le paiement au titre de Natura 2000;
- 9° l'entretien des installations d'agroforesterie.

L'agriculteur qui introduit une demande au titre du paiement de base est considéré introduire également une demande pour le paiement vert.

§ 2. L'aide qui n'est pas sollicitée une année n'est pas octroyée, même si elle a été demandée l'année précédente.

Art. 3. § 1^{er}. Le modèle du formulaire de demande unique mentionné à l'article D.30, § 1^{er}, du Code reprend la demande d'aide visée à l'article 72, § 3, du Règlement n° 1306/2013 et la demande de paiement visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, (4), du Règlement n° 640/2014.

§ 2. Les demandes sous format papier sont transmises :

- 1° soit au moyen du formulaire de demande unique personnalisé que l'administration adresse aux agriculteurs;
- 2° soit au moyen d'un exemplaire vierge dudit formulaire disponible auprès des services territoriaux qu'ils remplissent.

Les demandes transmises sur support informatique ou sur support papier sont introduites conformément aux indications qui figurent dans la notice explicative, accompagnées d'un tirage sur papier de son formulaire dûment complété et signé.

§ 3. La date limite des dépôts visée à l'article 13, § 1^{er}, du Règlement n° 809/2014, pour les demandes uniques déposées, en format papier ou sur support informatique, est le 31 mars de chaque année.

La date limite des dépôts, visée à l'article 13, § 1^{er}, du Règlement n° 809/2014, pour les demandes unique transmises par voie électronique est le 30 avril de chaque année.

En cas de retard, l'organisme payeur envoie sa décision indiquant le pourcentage de réduction qui sera appliqué à la demande, voire l'irrecevabilité de celle-ci.

§ 4. Conformément à l'article D.31 du Code, le demandeur qui n'a pas reçu de formulaire de demande unique, en réclame un.

Art. 4. § 1^{er}. Les modifications de la demande unique visées à l'article 15 du Règlement n° 809/2014 sont réalisées, suivant les formes et modalités définies par le Ministre.

La date limite des dépôts pour la demande de modifications est le 31 mai de chaque année.

En cas de retard, l'organisme payeur notifie à l'agriculteur l'irrecevabilité de sa demande de modification.

§ 2. En application de l'article 33, § 2, du Règlement 1307/2013, dans des circonstances dûment justifiées, l'agriculteur peut modifier sa déclaration après le 31 mai, à condition qu'il maintienne au moins le nombre d'hectares correspondant à ses droits au paiement et qu'il respecte les conditions applicables à l'octroi du paiement au titre du régime de paiement de base pour la surface concernée.

Art. 5. L'organisme payeur réceptionne les demandes, les documents mentionnés au présent chapitre et, le cas échéant leurs pièces justificatives, s'ils sont transmis selon les modalités prévues par le Ministre.

L'organisme payeur réceptionne les versions électroniques de ces demandes, les documents et les pièces justificatives s'ils sont envoyés via le guichet PAC-on-web.

Art. 6. § 1^{er}. L'agriculteur déclare toutes les parcelles agricoles de son exploitation dans sa demande unique selon les modalités définies aux articles D.28 à D.32 du Code.

La superficie globale des terres exploitées par l'agriculteur, y compris hors du territoire de la Région wallonne, est déclarée annuellement afin d'être prise en compte pour le calcul de taux de liaison au sol.

§ 2. Tout agriculteur fournit sur demande des informations sur les parcelles qu'il n'exploite plus d'une campagne à l'autre, à savoir l'identité du propriétaire ou de l'agriculteur exploitant actuel ou de l'agriculteur exploitant précédent en cas de fin d'échange.

A défaut, les dites parcelles sont considérées comme faisant toujours partie de l'exploitation.

§ 3. Une réduction est appliquée aux aides de l'agriculteur qui ne déclare pas toutes ses parcelles. Le pourcentage de cette réduction est déterminé conformément à l'article 16 du Règlement n° 640/2014.

§ 4. Conformément aux articles 13 et 14 du Règlement n° 640/2014, une réduction ou une irrecevabilité de la demande d'aide, de la demande de paiement ou de l'attribution des droits visée à l'article 19, § 1^{er}, est appliquée si l'agriculteur ne dépose pas sa demande d'aide ou de paiement dans les formes et délais prévus par le présent arrêté.

Art. 7. Lorsque plusieurs agriculteurs déclarent la même parcelle, la demande d'aide relative à celle-ci est suspendue pour tous les agriculteurs concernés jusqu'à ce que l'identité de l'agriculteur qui a exploité la parcelle soit établie.

CHAPITRE III. — *L'activité agricole*

Art. 8. En application de l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, a), du Règlement n° 1307/2013, et de l'article 4 du Règlement n° 639/2014, une surface est considérée maintenue dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture lorsque l'exploitant y a respecté les mesures prévues au chapitre 3, section 4, sous-sections 2 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014.

Art. 9. En application de l'article 4, § 1^{er}, a), du Règlement n° 639/2014, si des raisons environnementales le justifient, le Ministre peut prévoir qu'il n'est procédé à ces mesures qu'une fois tous les deux ans.

CHAPITRE IV. — *L'agriculteur actif*

Art. 10. Aucun paiement direct n'est octroyé à des personnes physiques ou morales, ni à des groupements de personnes physiques ou morales qui exercent une activité mentionnée à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013.

Le demandeur est considéré exercer une activité mentionnée à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013, s'il a enregistré une activité correspondante dans la Banque-Carrefour des Entreprises ou si d'autres éléments de preuve vérifiables le démontrent.

Art. 11. § 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 2, alinéa 3, du Règlement n° 1307/2013, les personnes physiques ou morales, ou les groupements de personnes physiques ou morales relevant du champ d'application de l'article 10, sont considérés comme des agriculteurs actifs s'ils produisent des éléments de preuve vérifiables, qui démontrent que l'une des conditions suivantes est remplie :

1° le montant annuel des paiements directs s'élève au minimum à 5 pour cent des recettes totales découlant de leurs activités non agricoles au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle ils disposent de telles preuves;

2° leurs activités agricoles ne sont pas négligeables;

3° leur activité principale ou leur objet social est l'exercice d'une activité agricole.

§ 2. Conformément à l'article 13, § 1^{er}, du Règlement n° 639/2014, les activités agricoles ne sont pas considérées comme négligeables au sens du paragraphe 1^{er}, 2°, si le total des recettes agricoles perçues au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle il existe de telles preuves, représente au moins un tiers du total des recettes perçues au cours de cette même année.

Ces éléments sont transmis lors du dépôt de la demande unique.

Si l'organisme payeur ne peut pas considérer un demandeur comme agriculteur actif, il notifie sa décision au demandeur en mentionnant la possibilité d'introduire un recours, en produisant des éléments de preuve visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. En application de l'article 13, § 3, du Règlement n° 639/2014, l'activité principale ou objet social au sens du paragraphe 1^{er}, 3°, est l'activité économique principale enregistrée dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art. 12. Conformément à l'article 9, § 4, du Règlement n° 1307/2013, l'article 10 ne s'applique pas aux agriculteurs ayant uniquement reçu pour l'année précédente des paiements directs ne dépassant pas 350 euros.

CHAPITRE V. — *L'établissement des droits au paiement de base, la demande de révision des données de référence et l'attribution des droits au paiement de base*

Section 1^{er}. — La notification des données de référence

Art. 13. Pour l'application du présent chapitre, on entend par « données de référence », la condition d'attribution des aides en 2013 établie à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), du Règlement n° 1307/2013 et le montant des aides perçues en 2014.

Art. 14. L'organisme payeur identifie les agriculteurs susceptibles de bénéficier de droits au paiement de base, établit de manière provisoire les données de référence et calcule les montants provisoires de leurs droits.

L'administration notifie aux agriculteurs identifiés :

- 1° les données de référence prises en compte pour l'établissement des droits au paiement de base;
- 2° que la condition d'attribution des aides en 2013 établie à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), du Règlement n° 1307/2013 est remplie;
- 3° les montants de référence pris en compte pour le calcul mentionné à l'article 28.

Une notice expliquant les données de référence et le calcul visé à l'article 28 accompagne la notification visée à l'alinéa 2.

Section 2. — La demande de révision des données de référence

Art. 15. § 1^{er}. Les agriculteurs qui souhaitent une révision de leurs données de référence introduisent une demande de révision au moyen du formulaire établi par l'organisme payeur.

Cette demande se fonde sur au moins un des éléments énumérés au paragraphe 2 et est accompagnée des pièces justificatives nécessaires. Ces éléments sont présentés dans la notice explicative mentionnée à l'article 14, alinéa 3.

Cette notice et le formulaire mentionné à l'alinéa 1^{er} sont joints à la demande unique et sont disponibles sur simple demande auprès de l'organisme payeur.

§ 2. Les éléments pris en considération sont :

- 1° une erreur lors du calcul des montants de référence ou de la vérification de la condition établie à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), et alinéa 3, a) et b), du Règlement n° 1307/2013;
- 2° les cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles conformément à l'article 19 du Règlement n° 639/2014;
- 3° les cas d'héritage, de changement de statut juridique ou de dénomination, de fusion et de scission visés à l'article 14 du Règlement n° 639/2014, au cours de la période de référence;
- 4° les clauses contractuelles privées en cas de transfert de terres par vente ou cession de bail visé à l'article 16.

Art. 16. § 1^{er}. Conformément à l'article 24, § 8, du Règlement n° 1307/2013, dans le cas d'une vente ou d'un bail de leur exploitation ou d'une partie de celle-ci, les agriculteurs peuvent, au moyen d'un contrat signé avant la date limite définie, soit à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, pour les demandes déposées en format papier ou contenue dans un support informatique, soit à l'article 3, § 3, alinéa 2, pour les demandes effectuées par voie électronique, transférer le droit de recevoir des droits à un ou plusieurs agriculteurs ayant repris tout ou partie de l'exploitation par clause contractuelle privée.

Conformément aux articles 20 et 21 du Règlement n° 639/2014, dans le cas d'une vente ou d'un bail de leur exploitation ou d'une partie de celle-ci par clause contractuelle, les agriculteurs peuvent, au moyen d'un contrat signé avant la date limite définie, soit à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, pour les notifications déposées en format papier ou contenues dans un support informatique, soit à l'article 3, § 3, alinéa 2, pour les notifications effectuées par voie électronique, transférer les droits au paiement à attribuer pour les superficies transférées.

§ 2. Conformément à l'article 3 du Règlement n° 641/2014, la demande d'attribution de droits soumise par l'acquéreur ou le preneur contient les éléments suivants :

- 1° les éléments du contrat de vente ou de bail, respectivement, y compris la clause contractuelle pertinente et une copie du contrat de vente ou de bail;
- 2° les données d'identification de l'agriculteur qui a transféré le droit de recevoir des droits à l'acquéreur ou au preneur.

§ 3. Conformément aux articles 4 et 5 du Règlement n° 641/2014, la demande d'attribution de droits soumise par le vendeur ou le bailleur contient les éléments suivants :

- 1° toute pièce prouvant que le cédant est propriétaire des terres ainsi que les détails du contrat de vente ou de bail, y compris la clause contractuelle pertinente;
- 2° le nombre d'hectares admissibles faisant l'objet de ladite clause contractuelle;
- 3° les données d'identification de l'agriculteur bénéficiant du transfert en vertu de cette clause.

Art. 17. Toute demande de révision des données de référence est adressée à l'organisme payeur à la date d'introduction de la demande unique ou par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi mentionné à l'article D.15 du Code.

Art. 18. Le Ministre fixe les conditions de révisions des données de référence.

Section 3. — L'attribution des droits au paiement de base

Art. 19. § 1^{er}. Conformément à l'article 24, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, du Règlement n° 1307/2013, tous les agriculteurs qui souhaitent obtenir des droits au paiement durant les années 2015 à 2019 introduisent une demande d'attribution de droits au paiement. Cette demande est réalisée en 2015 via la demande unique et déposée dans les mêmes délais.

§ 2. En application de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, a), i), du même Règlement des droits au paiement sont attribués aux agriculteurs qui ont produit en 2013 des fruits, des légumes, des pommes de terre de conservation, des plants de pommes de terre ou des plantes ornementales ou cultivé des vignobles.

En application de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, b), du même Règlement, des droits au paiement sont également attribués aux agriculteurs qui ont obtenu des droits au paiement à partir de la réserve nationale en 2014.

Art. 20. En application de l'article 24, § 2, du Règlement n° 1307/2013, sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le nombre de droits au paiement attribués par agriculteur en 2015 est égal au nombre d'hectares admissibles que l'agriculteur déclare dans sa demande d'aide pour 2015 et qui sont à sa disposition au 31 mai 2015.

Art. 21. En application de l'article 24, § 9, du Règlement n° 1307/2013, les droits au paiement sont attribués aux agriculteurs qui déclarent au moins un hectare admissible.

Art. 22. L'organisme payeur notifie aux agriculteurs au plus tard le 1^{er} avril 2016 le nombre et la valeur des droits au paiement de base pour la période couvrant les années 2015 à 2019.

CHAPITRE VI. — *Les conditions minimales d'octroi*

Art. 23. En application de l'article 10, § 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013, l'agriculteur ne reçoit aucun paiement direct lorsque le montant total des paiements directs demandés ou à octroyer au cours d'une année civile donnée avant application de l'article 63 du Règlement n° 1306/2013 est inférieur à 100 euros.

Art. 24. Pour bénéficier du paiement visé à l'article 34, 1^o, le jeune agriculteur, au sens de l'article 30, § 11, a), du Règlement n° 1307/2013 ou l'agriculteur qui commence à exercer une activité agricole au sens de l'article 30, § 11, b), du Règlement n° 1307/2013 répond à l'une des conditions de formations mentionnées à l'article 58.

CHAPITRE VII. — *La valeur des droits au paiement de base et convergence*

Art. 25. Dans le présent chapitre, on entend par :

- 1^o valeur unitaire initiale des droits: la valeur unitaire des droits au paiement de base calculée en 2015;
- 2^o valeur unitaire des droits: la valeur des droits au paiement de base calculée chaque année;
- 3^o valeur unitaire régionale: la valeur unitaire moyenne régionale des droits au paiement de base en 2019.

Art. 26. Pour déterminer la valeur unitaire des droits, la méthode de calcul établie à l'article 25, § 2, du Règlement n° 1307/2013 est utilisée.

Art. 27. § 1^{er}. Conformément à l'article 25, § 4, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013, pour l'année 2019, si la valeur unitaire initiale des droits est inférieure à nonante pour-cent de la valeur unitaire régionale, elle est augmentée d'un montant équivalant à un tiers de la différence entre la valeur unitaire initiale et nonante pour-cent de la valeur unitaire régionale.

Conformément à l'article 25, § 4, alinéa 3, du Règlement n° 1307/2013, pour l'année 2019, la valeur unitaire des droits est au moins égale à soixante pour-cent de la valeur unitaire régionale, sauf si le financement de ce seuil nécessite de réduire les droits au paiement de base au-delà du seuil de trente pour-cent établi au paragraphe 2.

Dans ce cas, le Ministre est habilité à définir un seuil minimum pour la valeur unitaire des droits inférieur à soixante pour-cent.

§ 2. Conformément à l'article 25, § 7, du Règlement n° 1307/2013, afin de financer les augmentations de la valeur unitaire des droits visées au paragraphe 1^{er}, le montant des droits dont la valeur initiale est supérieure à la valeur unitaire régionale est réduit proportionnellement.

Toutefois, cette réduction proportionnelle ne peut être supérieure à trente pour-cent de la valeur unitaire initiale des droits au paiement de base.

Art. 28. La valeur unitaire initiale des droits est calculée conformément à l'article 26, § 3, du Règlement n° 1307/2013.

Art. 29. En application de l'article 19, § 2, du Règlement n° 639/2014, si suite à un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, la valeur d'un paiement direct concernant l'année 2014 équivaut à moins de 85 pour-cent du montant correspondant au cours de l'année 2013, la valeur unitaire initiale est établie sur la base des montants perçus par l'agriculteur au cours de l'année 2013.

CHAPITRE VIII. — *Le transfert des droits au paiement de base*

Art. 30. Conformément à l'article 8, § 1^{er}, du Règlement n° 641/2014, l'agriculteur cédant les droits au paiement notifie le transfert à l'organisme payeur au plus tard à la date limite d'introduction de la demande unique.

Art. 31. Les droits au paiement de base peuvent être transférés après leur établissement définitif.

Art. 32. Conformément à l'article 34, § 4, du Règlement n° 1307/2013, le Ministre peut décider d'effectuer un prélèvement sur les transferts sans terre. Dans ce cas, il définit le pourcentage du prélèvement conformément à l'article 26 du Règlement n° 639/2014.

CHAPITRE IX. — *La réserve*

Art. 33. Le Ministre définit le pourcentage de réduction linéaire au plafond du régime de paiement de base visé à l'article 30, § 2, du Règlement n° 1307/2013 et la réduction linéaire de la valeur du droit au paiement de base visé à l'article 31, § 1^{er}, f), du Règlement n° 1307/2013.

Art. 34. Conformément à l'article 30, §§ 6 et 7, du Règlement n° 1307/2013, la réserve est utilisée, dans cet ordre, pour :

1^o les droits au paiement de base aux jeunes agriculteurs, au sens de l'article 30, § 11, a), du Règlement n° 1307/2013, et les droits au paiement de base aux agriculteurs qui commencent à exercer une activité agricole, au sens de l'article 30, § 11, b), du Règlement n° 1307/2013;

2^o les droits au paiement de base aux agriculteurs afin d'éviter l'abandon des terres, y compris dans des zones soumises à des programmes de restructuration ou de développement en relation avec une forme d'intervention publique;

3^o les droits au paiement de base aux agriculteurs qui n'ont pas pu se voir attribuer des droits au paiement de base en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles;

4° couvrir les besoins annuels pour les paiements à octroyer conformément à l'article 51, § 2, du Règlement n° 1307/2013.

Art. 35. § 1^{er}. Les agriculteurs qui souhaitent bénéficier d'un accès à la réserve, conformément à l'article 34, le demandent via la demande unique, visée à l'article 3, de l'année civile 2015.

Cette demande tient lieu de demande d'attribution de droits au paiement de base. Elle est transmise à l'organisme payeur, au plus tard le 31 mai 2015. L'organisme payeur demande à l'agriculteur de lui fournir les pièces justificatives nécessaires à son traitement. Si l'agriculteur ne fournit pas ces informations ou les fournit de manière incomplète, aucun accès à la réserve ne lui est attribué.

§ 2. Pour activer ses droits à la réserve, l'agriculteur déclare dans sa demande d'aides l'utilisation des droits qui lui ont été attribués ou qu'il a demandés si sa demande n'a pas encore été traitée par l'organisme payeur au moment de l'introduction de son formulaire de demande unique.

Art. 36. Le Ministre fixe le calcul de la valeur des droits attribués via la réserve et peut déterminer les pièces justificatives visées à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2.

*CHAPITRE X. — Les hectares admissibles au régime de paiement de base
et les surfaces admissibles et non-admissibles au sein de ceux-ci*

Section 1^{er}. — Les hectares admissibles au régime des paiements directs

Art. 37. Conformément à l'article 32, § 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013, un droit au paiement de base est activé pour chaque hectare admissible, au sens de l'article 32, § 2, du Règlement n° 1307/2013, que l'agriculteur déclare.

La surface agricole qui est utilisée aux fins d'une activité agricole, en ce compris l'activité de maintien de la surface dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture telle que définie à l'article 8, est admissible.

Pour l'application de l'article de l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, c), du Règlement n° 1307/2013, le Ministre définit pour les taillis à courte rotation les essences forestières et le cycle maximal de récoltes de ces dernières.

La surface agricole qui est également utilisée aux fins d'activités non-agricoles est admissible si elle est utilisée essentiellement à des fins agricoles au sens de l'article 38.

Art. 38. § 1^{er}. En application de l'article 32, § 3, a), du Règlement n° 1307/2013, une surface agricole d'une exploitation qui est utilisée pour des activités autres qu'agricoles est considérée être utilisée essentiellement à des fins agricoles si l'agriculteur a obtenu l'autorisation de réaliser l'activité non-agricole sur cette surface.

En application de l'article 32, § 3, alinéa 2, du Règlement n° 1307/2013, l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}, est uniquement octroyée pour des activités non-agricoles qui ne gênent pas une activité agricole par l'intensité, la nature, la durée et le calendrier de ces activités, telles que définies par le Ministre.

§ 2. L'autorisation d'utilisation non-agricole des surfaces agricoles est accordée si :

1° les obligations, exigences et normes contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 et spécialement les bonnes conditions agricoles et environnementales sont respectées;

2° la valeur agronomique des surfaces agricoles n'est pas affectée, à court, à moyen ou à long terme, par l'utilisation non-agricole qui en est faite;

3° l'activité non-agricole a un caractère exceptionnel, est limitée dans le temps et se déroule à des dates précises connues de l'organisme payeur via une demande d'autorisation;

4° la parcelle agricole concernée ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avertissement ou d'un avis défavorable, visant à protéger la zone concernée, ainsi que la flore ou la faune localisée par les autorités administratives compétentes de l'administration;

5° la parcelle agricole concernée ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avis défavorable ou d'une injonction visant à préserver un site archéologique situé à proximité, par la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie.

En ce qui concerne les points 4° et 5°, le demandeur déclare sur l'honneur que les surfaces concernées ne tombent pas sous le coup de mises en garde, d'avertissements ou d'avis défavorables émanant des autorités compétentes pour obtenir cette autorisation d'utilisation non-agricole des surfaces agricoles. Le Ministre peut définir les moyens de preuve permettant de considérer que les points 4° et 5° sont remplis.

§ 3. Le Ministre détermine la procédure à suivre en vue d'obtenir l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ainsi que les conditions d'octroi de celle-ci.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre peut permettre qu'une notification préalable auprès d'un service territorial autorise la poursuite d'activités qui ont un faible impact sur l'activité agricole. Si le Ministre fait usage de cette habilitation, il définit la liste de ces activités.

Art. 39. Conformément à l'article 33 du Règlement n° 1307/2013, sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, les parcelles déclarées sont à la disposition de l'agriculteur au 31 mai de l'année civile.

Section 2. — La détermination des surfaces admissibles et non admissibles au sein des hectares admissibles

Art. 40. § 1^{er}. En application de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 640/2014, les particularités topographiques suivantes sont intégrées dans la superficie admissible de la surface agricole pour autant que la largeur des éléments linéaires n'excède pas deux mètres et que la surface des éléments surfaciques n'excède pas 100 m² :

1° les fossés;

2° les murs;

3° les arbres en groupe ou en ligne;

4° les cours d'eau;

5° les étangs et les mares.

Conformément à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, du Règlement n° 640/2014, la superficie occupée par des haies de moins de 10 mètres de largeur fait partie de la superficie admissible de la parcelle agricole.

§ 2. Au sein de la parcelle agricole, les surfaces occupées par les éléments suivants sont considérées comme des surfaces non admissibles :

- 1° les bâtiments et infrastructures agricoles;
- 2° les chemins qui remplissent les critères déterminés par le Ministre;
- 3° les pierriers;
- 4° les dépôts de produits agricoles sur des installations en dur;
- 5° les dépôts de produits divers pour autant qu'ils aient un impact sur l'activité agricole;
- 6° les surfaces faisant l'objet de terrassement ou de modifications sensible du relief du sol qui ont un impact sur l'activité agricole.

Concernant les points 1°, 3°, 4° et 5°, le Ministre définit la superficie à partir de laquelle ces éléments sont considérés non-admissibles.

Concernant le point 5°, le Ministre détermine la teneur du dépôt.

Ces surfaces sont déduites de la surface agricole.

Art. 41. En application de l'article 9, § 3, alinéa 2, du Règlement n° 640/2014, une parcelle agricole boisée est considérée comme une parcelle agricole si la densité d'arbres y est inférieure à 100 arbres par hectare.

Cette disposition n'est pas applicable aux prairies permanentes. Ces dernières sont soumises à l'application d'un coefficient de réduction prévu à l'article 42.

Art. 42. Conformément à l'article 10 du Règlement n° 640/2014, dans les situations où les zones de broussailles, les arbres, les pierriers, sont présents à l'état dispersé dans la prairie permanente, un coefficient de réduction est appliqué en fonction de la surface non admissible.

Ces parcelles sont déclarées dans la demande unique avec un code spécifique.

Le Ministre détermine le coefficient de réduction visé à l'alinéa 1^{er} en fonction des différents types de couverture de terre homogène.

CHAPITRE XI. — *Le Paiement vert*

Section 1^{er}. — Le montant du paiement vert

Art. 43. Conformément à l'article 43, § 9, alinéa 3, du Règlement n° 1307/2013, le montant du paiement vert est calculé chaque année sur la base d'un pourcentage de la valeur totale des droits au paiement de base que l'agriculteur a activés.

Section 2. — La diversification des cultures

Art. 44. Le Ministre est habilité à définir les notions de « culture hivernale » et de « culture de printemps » visées à l'article 44, § 4, alinéa 2, du Règlement n° 1307/2013.

Section 3. — Les prairies permanentes

Art. 45. Les prairies permanentes qui sont également désignées comme « UG2 », « UG3 » ou « UG4 » au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables, et les « UG temp 1 » et les « UG temp 2 » visées à l'article 15 du même arrêté, sont considérées comme étant des prairies permanentes sensibles au sens de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013.

Le Ministre est habilité à désigner d'autres prairies permanentes sensibles que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 46. En application de l'article 45, § 2, alinéa 5, du Règlement n° 1307/2013, l'obligation de maintien du ratio des prairies permanentes s'applique au niveau du territoire de la Région wallonne.

Le Ministre détermine, en respectant les limites établies à l'article 44 du Règlement n° 639/2014, les obligations applicables lorsque le ratio annuel diminue de plus de 2,5 pour-cent par rapport au ratio de référence.

Dans les circonstances mentionnées à l'article 43, § 3, du Règlement n° 639/2014, le Ministre peut adapter le ratio de référence établi conformément à l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, du Règlement n° 1307/2013.

Section 4. — Les surfaces d'intérêt écologique

Art. 47. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1° arbres alignés : un alignement d'arbres indigène au sens de l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, dont l'espace entre chaque couronne ne dépasse pas cinq mètres, lesquelles ont un diamètre d'au moins quatre mètres;

2° arbre isolé : arbre isolé dont la couronne a un diamètre d'au moins quatre mètres, ainsi que les arbres remarquables visés à l'article 266 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, dont la couronne a un diamètre d'au moins quatre mètres, sauf en cas de taille;

3° bordure de champ : bordure de champs d'une largeur comprise entre un et vingt mètres, qui n'est pas utilisée pour la production agricole;

4° bosquet : bosquet, composé de plantes ligneuses majoritairement indigènes, d'une superficie maximale de 30 ares et d'une largeur d'au moins dix mètres;

5° haie : tout tronçon continu d'arbres ou d'arbustes indigènes présentant une longueur de minimum 10 mètres et d'une largeur maximum de dix mètres;

6° forêt : terres occupant une superficie de plus de 0,3 hectare avec des arbres pouvant atteindre une hauteur supérieure à cinq mètres et un couvert arboré de plus de dix pour-cent, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ, à l'exclusion des terres à vocation agricole ou urbaine prédominante;

7° fossé : deux pentes opposées formant un « V », dont le nid n'est pas naturel et dont l'alimentation dépend des précipitations et d'une largeur maximale de six mètres;

8° groupe d'arbres : groupe d'arbres indigènes, de plus de dix mètres de largeur, couvrant une superficie d'un à trente ares, et dont l'espace entre les couronnes ne dépasse pas cinq mètres, chacun de ces arbres ayant, à 1,5 mètre de hauteur, une circonférence d'au moins quarante centimètres;

9° mare : étendue d'eau dormante d'une superficie de un à dix ares, pouvant contenir une bande de végétation ripicole d'au maximum dix mètres de largeur au bord de l'eau, et d'une superficie minimale d'eau de vingt-cinq mètres carrés du 1^{er} novembre au 31 mai ;

10° taillis à courte rotation : taillis à courte rotation au sens de l'article 1^{er}, 18°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014.

Art. 48. § 1^{er}. En application de l'article 46, § 2, du Règlement n° 1307/2013, les surfaces suivantes sont considérées comme étant des surfaces d'intérêt écologique :

1° les terres en jachère qui n'ont pas été une prairie permanente durant une des cinq années précédant l'intégration dans ces surfaces;

2° les particularités topographiques, y compris les particularités adjacentes aux terres arables de l'exploitation qui peuvent comprendre des particularités topographiques qui ne figurent pas dans la surface admissible conformément à l'article 76, § 2, point c), du Règlement n° 1306/2013;

3° les bandes tampons le long de cours d'eau, y compris les bandes tampons recouvertes par des prairies permanentes à condition qu'elles soient distinctes de la surface agricole adjacente admissible;

4° les hectares en agroforesterie qui reçoivent ou qui ont reçu une aide en vertu de l'article 23 du Règlement n° 1305/2013;

5° les bandes d'hectares admissibles bordant des forêts;

6° les surfaces plantées de taillis à courte rotation sans l'utilisation d'engrais minéraux et/ou de produits phytopharmaceutiques;

7° les surfaces portant des cultures dérobées ou à couverture végétale établies par la plantation et la germination de semences, soumises à l'application des coefficients de pondération visés à l'article 54, alinéa 1^{er};

8° les surfaces portant des plantes fixant l'azote.

§ 2. Les particularités topographiques visées au paragraphe 1^{er}, 2°, sont :

1° les haies;

2° les arbres isolés;

3° les arbres alignés;

4° les groupes d'arbres ou bosquet;

5° les bordures de champs;

6° les mares et les étangs;

7° les fossés.

Art. 49. En application de l'article 45, § 5, du Règlement n° 639/2014, les bandes tampons le long de cours d'eau ont une largeur de six mètres. Les bandes tampons peuvent être utilisées pour le pâturage ou la coupe pour le fourrage pour autant que l'on puisse continuer à distinguer la bande tampon des terres agricoles adjacentes.

Les fertilisants et les produits phytosanitaires sont interdits sur ces bandes tampons à l'exception des traitements localisés contre les chardons et les rumex.

Art. 50. En application de l'article 45, § 7, du Règlement n° 639/2014, la production agricole est interdite sur les bandes d'hectare admissibles bordant des forêts. Toutefois, le pâturage ou la coupe pour fourrage sont autorisés, pour autant que l'on puisse continuer à distinguer la bande d'hectare admissible bordant des forêts des terres agricoles adjacentes. La bande d'hectare admissible bordant des forêts a une largeur minimale de six mètres de large et une largeur maximale de 10 mètres.

Les fertilisants et les produits phytosanitaires sont interdits sur ces bandes à l'exception des traitements localisés contre les chardons et les rumex.

Art. 51. En application de l'article 45, § 8, du Règlement n° 639/2014, pour les surfaces plantées de taillis à courte rotation sans utilisation d'engrais minéraux ou de produits phytosanitaires, le Ministre établit la liste d'essences qui peuvent être utilisées à cette fin.

En application de l'article 45, § 8, du Règlement n° 639/2014, seuls les herbicides peuvent être utilisés et uniquement lors de la première année d'implantation.

Art. 52. Le Ministre fixe la liste des mélanges d'espèces visée à l'article 45, § 9, du Règlement n° 639/2014 pouvant être utilisées pour les cultures dérobées ou à couverture végétale, ainsi que la période d'ensemencement.

Le Ministre peut définir les conditions supplémentaires visées dans ce même article.

Art. 53. Le Ministre détermine la liste des cultures fixant l'azote mentionnée à l'article 45, § 10, du Règlement n° 639/2014, ainsi que leur période de végétation.

Le Ministre peut définir les conditions supplémentaires visées dans ce même article.

Art. 54. En application de l'article 46, § 3, du Règlement n° 1307/2013, pour calculer le nombre total d'hectares représenté par la zone d'intérêt écologique d'une exploitation, l'organisme payeur utilise les coefficients de pondération définis à l'annexe X du Règlement n° 1307/2013.

En application de l'article 46, § 3, du Règlement n° 1307/2013, pour calculer le nombre total d'hectares représenté par la zone d'intérêt écologique d'une exploitation pour des haies, des arbres isolés, des arbres alignés, des bordures de champ, des fossés, l'organisme payeur utilise les coefficients de conversion définis à l'annexe X du Règlement n° 1307/2013.

CHAPITRE XII. — *Le paiement redistributif.*

Art. 55. En application de l'article 41, §§ 1^{er} et 2, du Règlement n° 1307/2013, un paiement redistributif est accordé aux agriculteurs.

En application de l'article 41, § 4, du même Règlement, la valeur du paiement redistributif d'un agriculteur est calculé chaque année en multipliant un montant par le nombre de droits au paiement de base activés par l'agriculteur.

Le Ministre définit le pourcentage du paiement moyen régional par hectare utilisé afin de déterminer le montant visé à l'alinéa 2.

Art. 56. § 1^{er}. En application de l'article 41, § 4, du Règlement n° 1307/2013, le paiement redistributif peut être octroyé pour un maximum de 30 hectares.

§ 2. En application de l'article 41, § 8, du Règlement n° 1307/2013, le nombre maximum d'hectares mentionné au paragraphe 1^{er} s'applique au niveau des membres des personnes morales ou des groupements de personnes physiques ou morales, qui ont contribué à renforcer les structures agricoles de ces personnes morales ou des groupements, en apportant leur travail ou leur capital sur une période déterminée par le Ministre.

Seuls les membres des groupements de personnes physiques qui disposent d'un contrôle effectif pour une période déterminée par le Ministre sur l'entreprise bénéficient de l'alinéa 1^{er}.

Seuls les membres des personnes morales et des groupements de personnes morales qui participent aux bénéfices et aux risques financiers et travaillent effectivement pour la personne morale ou pour le groupement bénéficiaire de l'alinéa 1^{er}. Les membres des personnes morales et des groupements de personnes morales respectent toute obligation établie par une révision de la législation wallonne concernant les droits et obligations des agriculteurs individuels, en particulier en ce qui concerne leur statut économique, social et fiscal.

Le Ministre peut prendre des dispositions pour préciser la mise en œuvre de cette disposition.

Art. 57. § 1^{er}. Le paiement redistributif est accordé aux agriculteurs afin de favoriser une agriculture familiale et écologiquement intensive au sens de l'article D. 1^{er} du Code.

§ 2. Lorsque l'organisme payeur a connaissance d'un montage visant à obtenir artificiellement le paiement redistributif, en ce compris par une scission d'une exploitation, il applique la clause de contournement mentionnée à l'article 60 du Règlement n° 1306/2013 et à l'article 62.

CHAPITRE XIII. — *Le paiement en faveur des jeunes agriculteurs*

Art. 58. § 1^{er}. Pour être reconnu comme jeune agriculteur, la personne physique remplit les conditions mentionnées à l'article 50, § 2, du Règlement n° 1307/2013.

Elle est également titulaire, en conformité avec l'article 50, § 3, du Règlement n° 1307/2013, d'une des qualifications suivantes :

1° un baccalauréat ou un master dans une orientation agronomique ou un diplôme équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne;

2° un certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat de l'enseignement secondaire supérieur, ainsi que le certificat de qualification de 6^e année de l'enseignement secondaire, d'une orientation agricole ou horticole ou les certificats équivalents reconnus par un autre Etat membre de l'Union européenne;

3° un certificat de l'enseignement secondaire supérieur obtenu à l'issue des techniques de transition en sciences agronomiques ou le certificat équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne;

4° un diplôme de l'enseignement supérieur ou universitaire d'une orientation non agronomique ou le diplôme équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone, complété soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à titre principal comme aidant, soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole;

5° un certificat de l'enseignement secondaire supérieur hors orientation agricole ou horticole ou le certificat équivalent reconnu par un autre Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone complété soit par une expérience pratique équivalente à au moins deux ans à titre principal comme aidant, soit par une expérience pratique équivalant d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole.

§ 2. A défaut d'une des qualifications visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le jeune agriculteur dispose d'une expérience pratique équivalente à au moins cinq ans soit à titre principal comme aidant, soit à temps plein comme salarié agricole ou horticole, et est titulaire d'un des documents suivants :

1° un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B;

2° un certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone;

3° un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures.

§ 3. Une expérience pratique, pouvant aller jusqu'à 5 ans, visée au paragraphe 2 est prouvée par une audition auprès du Comité d'installation.

Seul l'agriculteur qui dispose des documents visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4° et 5°, ou celui qui dispose des documents visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et qui ne peut prouver que trois ans de l'expérience pratique, peuvent solliciter une audition auprès du Comité d'installation.

Art. 59. Le montant du paiement en faveur des jeunes agriculteurs est calculé conformément à l'article 50, § 8, du Règlement n° 1307/2013.

En application de l'article 50, § 9, du Règlement n° 1307/2013, le paiement en faveur des jeunes agriculteurs est limité à 90 hectares.

CHAPITRE XIV. — *Le Comité d'installation*

Art. 60. § 1^{er}. Il est créé un Comité d'installation, dénommé ci-après « le Comité », composé comme suit :

- 1° un agent de l'organisme payeur, pour assurer le secrétariat;
- 2° un expert en économie agricole;
- 3° trois experts techniques représentatifs des différentes orientations technico-économiques.

Les personnes possèdent des connaissances avérées en matière d'agriculture et de formation agricole.

A chaque renouvellement complet des membres du Comité, l'administration se charge de faire un appel à candidatures. Cet appel est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région wallonne. Il précise les mandats à conférer, les délais impartis pour le dépôt des candidatures et l'adresse de réception du courrier.

Les membres du Comité sont nommés par le Gouvernement sur proposition du Ministre pour une durée de trois ans renouvelables.

Le président et le vice-président sont nommés par le Ministre parmi les membres.

Le Gouvernement peut nommer de nouveaux membres en cours de mandat, après que les postes aient été déclarés vacants par le Comité.

Le Comité peut inviter dans le cadre de ses travaux toute personne qu'il souhaite entendre, ayant des compétences particulières en relation avec le dossier qu'il traite.

§ 2. Le Ministre arrête le Règlement d'ordre intérieur du Comité.

Les membres du Comité ont droit par séance à cinquante euros et au remboursement de leur frais de déplacement conformément au barème établi pour les agents du Service public de Wallonie.

CHAPITRE XV. — *Registre d'exploitation*

Art. 61. L'agriculteur tient un registre d'exploitation, dans lequel il consigne les opérations effectuées sur les parcelles de son exploitation.

Le registre contient au minimum :

- 1° le nom commercial des variétés semées pour les cultures de printemps et les cultures hivernales;
- 2° l'identification de la parcelle;
- 3° la superficie de la parcelle et longueur ou des particularités topographiques des parcelles ou de certains éléments tels que déterminés par le Ministre;
- 4° les dates de semis;
- 5° la composition du couvert;
- 6° les dates de destruction et de récolte;
- 7° l'utilisation de fertilisants, d'engrais ou de produits phytopharmaceutiques.

Le contenu complémentaire et la forme du registre d'exploitation sont arrêtés par le Ministre. A défaut, la forme est libre.

CHAPITRE XVI. — *La clause de contournement*

Art. 62. Conformément à l'article 60 du Règlement n° 1306/2013, aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordée en faveur des agriculteurs et des personnes physiques ou morales, qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

CHAPITRE XVII. — *Les dispositions finales*

Art. 63. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, du 16 septembre 2010, du 15 mai 2014 et du 13 juin 2014;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif au transfert de droits au paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 octobre 2007 et du 24 avril 2008;

3° l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifié par les arrêtés ministériels du 20 janvier 2008 et du 7 août 2008;

4° l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes de révisions des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune, modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 2008;

5° l'article 24 de l'arrêté du 19 décembre 2008 wallon pour les investissements dans le secteur agricole.

Art. 64. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201125]

12. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 641/2014 der Kommission vom 16. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D. 31, D.61, D.241, D242, D243, D. 249, D250 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik provisorisch mitgeteilt worden sind;

Aufgrund des am 25. November 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Dezember 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Dezember 2014 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 18. Dezember 2014, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 21. Januar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 56.951/4;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 28. Mai 2009 zwischen der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die Durchführung der Betriebsprämienregelung;

Aufgrund der belgischen Mitteilungen vom 1. August 2014 und vom 1. Oktober 2014 in Anwendung der Artikel 9, § 6, 11, § 6, 22, § 2, 23, § 6, 24, § 10, 29, 41, § 1, Absatz 1, 42, § 1, 45, § 2, 46, § 8 und 51, § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 und der Artikel 65, § 2, 66, 68, 69, 72 und 74 der Verordnung (EU) Nr. 639/2014;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Landwirtschaftliche Tätigkeit: die in Artikel 4, § 1, c) der Verordnung Nr. 1307/2013 definierte Tätigkeit;

2° Territoriale Dienststelle: dezentralisierte Dienststelle der Abteilung Beihilfen der Verwaltung;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

4° Direktzahlung: eine direkt an Landwirte geleistete Zuwendung im Rahmen der Basisprämienregelung oder der Umverteilungsprämienregelung oder der Prämienregelung für die dem Klima- und Umweltschutz förderlichen Landbewirtschaftungsmethoden oder der Prämienregelung für Junglandwirte oder einer gekoppelten Stützungsregelung nach Anhang I der Verordnung Nr. 1307/2013;

5° Agrarparzelle: von einem Landwirt angegebene zusammenhängende Fläche auf der eine bestimmte Kultur angebaut wird oder für den Fall, dass die Nutzung einer Fläche innerhalb einer Kulturgruppe getrennt angegeben werden muss, die Fläche, auf der diese spezifische Nutzung angewandt wird;

6° Dauergrünland: Dauerwiesen und Dauerweideland im Sinne von Artikel 4, § 1, *h*) der Verordnung Nr. 1307/2013;

7° Agrareinnahmen: alle europäischen und nationalen Agrarbeihilfen sowie die Einnahmen aus der Verarbeitung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse im Sinne von Artikel 4, § 1, *d*), der Verordnung Nr. 1307/2013 des eigenen Betriebs, unter der Bedingung, dass der Landwirt Eigentümer des aus der Verarbeitung hervorgegangenen Erzeugnisses bleibt und dass es sich bei diesem Erzeugnis um ein landwirtschaftliches Erzeugnis im Sinne von Artikel 4, § 1, *d*) der Verordnung Nr. 1307/2013 handelt, vor Abzug jeder Kosten oder Steuern;

8° Verordnung Nr. 1305/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1695/2005 des Rates;

9° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

10° Verordnung Nr. 1307/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

11° Verordnung Nr. 639/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

12° Verordnung Nr. 640/2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

13° Verordnung Nr. 641/2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 641/2014 der Kommission vom 16. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

14° Verordnung Nr. 809/2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

15° Agrarfläche: Agrarfläche im Sinne von Artikel 4, § 1, *e*) der Verordnung Nr. 1307/2013;

16° Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014: Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich.

KAPITEL II — *Der Sammelantrag*

Art. 2 - § 1. Gemäß Artikel D.28 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, nachstehend das Gesetzbuch genannt, reichen die Landwirte und die Nichtlandwirte, die Beihilfen im Sinne der europäischen Rechtsvorschriften beantragen, jährlich im Rahmen eines Sammelantrags Beihilfe- und Zahlungsanträge für die nachstehend angeführten Beihilferegulungen ein:

1° die Basisprämie;

2° die Umverteilungsprämie;

3° die Prämie für die dem Klima- und Umweltschutz förderlichen Landbewirtschaftungsmethoden, nachstehend die "Vergrünungszahlung" genannt;

4° die Prämien zugunsten der Junglandwirte;

5° die Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten;

6° die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen;

7° die Unterstützung für die ökologische Landwirtschaft;

8° die im Rahmen von Natura 2000 gewährten Prämien;

9° der Unterhalt der agrarforstwirtschaftlichen Anlagen.

Reicht der Landwirt einen Antrag im Rahmen der Basisprämie ein, so wird davon ausgegangen, dass er ebenfalls einen Antrag auf eine Vergrünungszahlung einreicht.

§ 2. Eine Beihilfe, die in einem betreffenden Jahr nicht beantragt wird, wird nicht gewährt, selbst wenn sie im vorangegangenen Jahr beantragt worden ist.

Art. 3 - § 1. Das in Artikel D.30, § 1 des Gesetzbuches erwähnte Musterformular des Sammelantrags umfasst die in Artikel 72, § 3 der Verordnung Nr. 1306/2013 angeführten Beihilfeantrags sowie den in Artikel 2, § 1, Absatz 2, (4) der Verordnung Nr. 640/2014 angeführten Zahlungsantrag.

§ 2. Die auf Papier eingereichten Anträge werden übermittelt:

1° entweder anhand des vorgedruckten Formulars des Sammelantrags, das die Verwaltung den Landwirten übermittelt;

2° oder anhand eines leeren Exemplars des genannten Formulars, das bei den territorialen Dienststellen verfügbar ist und von den Landwirten auszufüllen ist.

Die auf elektronischem Wege oder auf Papier übermittelten Anträge werden nach den Anweisungen eingereicht, die in der Erläuterungsnotiz angeführt werden, wobei der Landwirt einen ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Papierausdruck seines Formulars beifügt.

§ 3. Der Artikel 13, § 1 der Verordnung Nr. 809/2014 erwähnte letzte Termin für die Einreichung des Sammelantrags auf Papier oder auf einem elektronischen Datenträger ist der 31. März eines jeden Jahres.

Der Artikel 13, § 1 der Verordnung Nr. 809/2014 erwähnte letzte Termin für die Einreichung des Sammelantrags auf elektronischem Wege ist der 30. April eines jeden Jahres.

Bei Verspätung übermittelt die Zahlstelle ihre Entscheidung über die Anwendung eines Prozentsatzes, um den der Antrag gekürzt wird, oder über die Feststellung der Unzulässigkeit dieses Antrags.

§ 4. Der Antragsteller, der kein Formular erhalten hat, fordert dieses gemäß Artikel D.31 des Gesetzbuches an.

Art. 4 - § 1. Die in Artikel 15 der Verordnung Nr. 809/2014 angeführten Änderungen des Sammelantrags werden nach den durch den Minister festgelegten Formvorschriften und Modalitäten durchgeführt.

Diese Änderungen sind bis spätestens 31. Mai des betreffenden Jahres zu beantragen.

Bei Verspätung teilt die Zahlstelle dem Landwirt mit, dass sein Antrag auf Änderung unzulässig ist.

§ 2. In Anwendung von Artikel 33, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 kann der Landwirt unter ordnungsgemäß begründeten Umständen seine Erklärung nach dem 31. Mai ändern, sofern er mindestens die seinen Zahlungsansprüchen entsprechende Hektarzahl beibehält und die Bedingungen für die Gewährung der Zahlung im Rahmen der Basisprämienregelung für die betreffende Fläche einhält.

Art. 5 - Die Zahlstelle nimmt die Anträge, die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Schriftstücke und gegebenenfalls die entsprechenden Belege entgegen, insofern sie nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten übermittelt werden.

Die Zahlstelle nimmt die elektronischen Fassungen dieser Anträge entgegen sowie die Schriftstücke und Belege, falls sie über den virtuellen Amtsschalter PAC-on-web übermittelt werden.

Art. 6 - § 1. Die Landwirte geben alle Agrarparzellen ihrer Betriebe nach den in den Artikeln D.28 bis D32 des Gesetzbuches bestimmten Modalitäten in dem Sammelantrag an.

Die globale Fläche der durch die Landwirte bewirtschafteten Ländereien (auch außerhalb der Wallonischen Region) wird jährlich angegeben, damit sie für die Berechnung der Bodengebundenheit berücksichtigt werden kann.

§ 2. Jeder Landwirt muss in der Lage sein, auf Anfrage Informationen über die Parzellen zu liefern, die er von einem Wirtschaftsjahr zum nächsten nicht mehr bewirtschaftet, d. h. die Identität des Besitzers und des jetzigen oder vorherigen bewirtschaftenden Landwirts im Fall, wo der Kulturaustausch zu Ende geht.

In Ermangelung dessen werden die betroffenen Parzellen so behandelt, als seien sie immer noch ein Teil des Betriebs.

§ 3. Wenn ein Landwirt nicht alle Parzellen des Betriebs angibt, werden dessen Beihilfen gekürzt. Der Prozentsatz dieser Kürzung wird gemäß Artikel 16 der Verordnung Nr. 640/2014 festgelegt.

§ 4. Nach Artikel 13 und 14 der Verordnung Nr. 640/2014 wird auf den Beihilfeantrag, den Zahlungsantrag oder den Antrag auf Zuweisung von Zahlungsansprüchen nach Artikel 19, § 1 eine Kürzung angewendet oder werden diese Anträge jeweils als unzulässig erklärt, wenn der Landwirt seinen Beihilfe- oder Zahlungsantrag nicht in den durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Formen und Fristen einreicht.

Art. 7 - Melden mehrere Landwirte dieselbe Parzelle an, so wird der Beihilfeantrag für diese Parzelle für alle betroffenen Landwirte aufgehoben, bis die Identität des Landwirts, der die Parzelle bewirtschaftet hat, bestimmt werden kann.

KAPITEL III — *Die landwirtschaftliche Tätigkeit*

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 4, § 2, Absatz 1, *a)* der Verordnung Nr. 1307/2013 und von Artikel 4 der Verordnung Nr. 639/2014 gilt eine Fläche als in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand erhalten, wenn der Betriebsinhaber dort die in Kapitel 3, Abschnitt 4, Unterabschnitte 2 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 angeführten Maßnahmen beachtet hat.

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 4, § 1, *a)* der Verordnung Nr. 639/2014 und sofern es aus Umweltgründen gerechtfertigt ist, kann der Minister beschließen, dass diese Maßnahmen nur jedes zweite Jahr getroffen werden.

KAPITEL IV — *Der aktive Landwirt*

Art. 10 - Natürlichen oder juristischen Personen oder Vereinigungen natürlicher oder juristischer Personen, die eine Tätigkeit gemäß Artikel 9, § 2, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 ausüben, werden keine Direktzahlungen gewährt.

Der Antragsteller gilt als Betriebsinhaber, der eine Tätigkeit gemäß Artikel 9, § 2, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 ausübt, wenn er eine entsprechende Tätigkeit bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen angemeldet hat, oder wenn sonstige überprüfbare Nachweise vorliegen.

Art. 11 - § 1. Gemäß Artikel 9, § 2, Absatz 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 gelten die natürlichen oder juristischen Personen oder Vereinigungen natürlicher oder juristischer Personen, die unter Artikel 10 fallen, jedoch als aktiver Landwirt, wenn sie anhand überprüfbarer Nachweise belegen, dass eine der folgenden Voraussetzungen vorliegt:

1° der jährliche Betrag der Direktzahlungen beläuft sich auf mindestens 5 % ihrer Gesamteinkünfte aus nicht landwirtschaftlichen Tätigkeiten im jüngsten Steuerjahr, für das diese Nachweise vorliegen;

2° ihre landwirtschaftlichen Tätigkeiten sind nicht unwesentlich;

3° ihr Hauptgeschäfts- oder Unternehmenszwecke bestehen in der Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit.

§ 2. Gemäß Artikel 13, § 1 der Verordnung Nr. 639/2014 sind landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht unwesentlich, wenn die Gesamteinkünfte aus landwirtschaftlichen Tätigkeiten im Sinne von Paragraph 1, 2° im jüngsten Steuerjahr, für das entsprechende Nachweise vorliegen, mindestens ein Drittel der Gesamteinkünfte im letzten Steuerjahr ausmachen, für das derartige Beweise vorliegen.

Diese Angaben werden bei der Hinterlegung des Sammelantrags übermittelt.

Ist die Zahlstelle nicht in der Lage, den Antragsteller als aktiven Landwirt zu werten, teilt sie diesem Antragsteller ihre Entscheidung mit und weist ihn gleichzeitig auf die Möglichkeit hin, unter Vorlage des in Paragraph 1 erwähnten Beweismaterials eine Beschwerde einzureichen.

§ 3. In Anwendung von Artikel 13, § 3 der Verordnung Nr. 639/2014 ist die Haupttätigkeit oder der Geschäftszweck die Tätigkeit, die als Haupttätigkeit oder als Geschäftszweck bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Art. 12 - Gemäß Artikel 9, § 4 der Verordnung Nr. 1307/2013 ist Artikel 10 nicht anwendbar auf die Landwirte, die für das Vorjahr lediglich Direktzahlungen erhielten, die 350 EUR nicht überschritten.

KAPITEL — Festsetzung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie, Revision der Referenzangaben und Zuweisung von Zahlungsansprüchen für die Basisprämie

Abschnitt 1 — Mitteilung der Referenzangaben

Art. 13 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten als "Referenzangaben" die in Artikel 24, § 1, Absatz 1, *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013 festgelegte Bedingung der Gewährung von Beihilfen im Jahre 2013 sowie der 2014 bezogene Betrag der Beihilfen.

Art. 14 - Die Zahlstelle bestimmt die Landwirte, die für eine Zuweisung von Ansprüchen auf die Zahlung der Basisprämie in Frage kommen, sie legt die Referenzangaben vorläufig fest und sie berechnet die ihren Zahlungsansprüchen entsprechenden vorläufigen Beträge.

Die Verwaltung teilt den betreffenden Landwirten folgendes mit:

1° die für die Bestimmung ihrer Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie berücksichtigten Referenzangaben;

2° die Tatsache, dass die in Artikel 24, § 1, Absatz 1, *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013 festgelegte Bedingung der Gewährung von Beihilfen im Jahre 2013 erfüllt ist;

3° die für die in Artikel 28 angeführte Berechnung berücksichtigten Referenzbeträge.

Der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung wird eine Notiz zur Erläuterung der Referenzangaben und der in Artikel 28 angeführten Berechnung beigefügt.

Abschnitt 2 — Antrag auf Revision der Referenzangaben

Art. 15 - § 1. Die Landwirte, die eine Revision der Referenzangaben wünschen, reichen anhand des von der Zahlstelle ausgearbeiteten Formulars einen entsprechenden Revisionsantrag ein.

Dieser Antrag muss sich auf zumindest eines der in Paragraph 2 aufgelisteten Elemente stützen. Zudem sind die erforderlichen Belege beizufügen. Diese Elemente werden in der in Artikel 14, Absatz 3 erwähnten Erläuterungsnotiz dargelegt.

Diese Notiz sowie das in Absatz 1 erwähnte Formular werden dem Sammelantrag beigefügt und sind auf Anfrage bei der Zahlstelle erhältlich.

§ 2. Folgende Elemente werden berücksichtigt:

1° ein Fehler bei der Berechnung der Referenzbeträge oder bei der Prüfung der in Artikel 24, § 1, Absatz 1, *b*) und in Absatz 3, *a*) und *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013 festgelegten Bedingung;

2° die Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände gemäß Artikel 19 der Verordnung Nr. 639/2014;

3° die in Artikel 14 der Verordnung Nr. 639/2014 im Laufe des Referenzzeitraums aufgetretenen Fälle der Vererbung, der Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, des Zusammenschlusses oder der Aufteilung;

4° die in Artikel 16 erwähnten privaten Vertragsklauseln im Falle einer Übertragung von Ländereien durch Verkauf oder Verpachtung.

Art. 16 - § 1. Gemäß Artikel 24, § 8 der Verordnung Nr. 1307/2013 im Falle des Verkaufs oder der Verpachtung ihres Betriebs oder eines Teils davon können Landwirte, mittels eines unterzeichneten Vertrags entweder vor dem in Artikel 3, § 3, Absatz 1 festgesetzten Termin für die Anträge, die auf Papier oder auf einem elektronischen Datenträger eingereicht werden, oder vor dem in Artikel 3, § 3, Absatz 2 festgesetzten Termin für die Anträge, die auf elektronischem Wege eingereicht werden, das Recht zum Erhalt von Zahlungsansprüchen an einen oder mehrere Landwirte übertragen, die den Betrieb ganz oder teilweise im Rahmen einer privaten Vertragsklausel übernommen haben.

Gemäß den Artikeln 20 und 21 der Verordnung Nr. 639/2013 im Falle des Verkaufs oder der Verpachtung ihres Betriebs oder eines Teils davon im Rahmen einer privaten Vertragsklausel können Landwirte, mittels eines unterzeichneten Vertrags entweder vor dem in Artikel 3, § 3, Absatz 1 festgesetzten Termin für die Mitteilungen, die auf Papier oder auf einem elektronischen Datenträger gemacht werden, oder vor dem in Artikel 3, § 3, Absatz 2 festgesetzten Termin für die Mitteilungen, die auf elektronischem Wege gemacht werden, die den übertragenen Flächen zuzuweisenden Zahlungsansprüche übertragen.

§ 2. Gemäß Artikel 3 der Verordnung Nr. 641/2014 umfasst der durch den Käufer bzw. den Pächter eingereichte Antrag auf Zuweisung der Zahlungsansprüche folgende Angaben:

1° Angaben zum Kauf- bzw. Pachtvertrag, einschließlich der betreffenden Vertragsklausel und eine Kopie des Kauf- oder Pachtvertrags;

2° Angaben zur Identifizierung des Landwirts, der das Recht auf Erhalt von Zahlungsansprüchen auf den Käufer oder Pächter übertragen hat.

§ 3. Gemäß den Artikeln 4 und 5 der Verordnung Nr. 641/2014 umfasst der durch den Verkäufer bzw. den Verpächter eingereichte Antrag auf Zuweisung der Zahlungsansprüche folgende Angaben:

1° jegliches Dokument, durch den der Beweis erbracht wird, dass der Überlasser Inhaber der Ländereien ist, sowie Einzelheiten zum Kauf- bzw. Pachtvertrag, einschließlich der betreffenden Vertragsklausel;

2° die unter diese Vertragsklausel fallenden beihilfefähigen Hektarflächen;

3° Angaben zur Identifizierung des Landwirts, auf den gemäß dieser Klausel übertragen wird.

Art. 17 - Jeglicher Antrag auf Revision der Referenzangaben wird am Datum des Einreichens des Sammelantrags oder durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Zahlstelle gerichtet.

Art. 18 - Der Minister legt die Bedingungen für die Revision der Referenzangaben fest.

Abschnitt 3 — Zuweisung von Ansprüchen auf die Zahlung der Basisprämie

Art. 19 - § 1. Gemäß Artikel 24, § 1, Absatz 1 und 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 reichen alle Landwirte, die für die Jahre 2015 bis 2019 die Zuweisung von Zahlungsansprüchen beantragen, einen Antrag auf Zuweisung von Zahlungsansprüchen ein. Dieser Antrag wird 2015 über den Sammelantrag gestellt und innerhalb derselben Frist eingereicht.

§ 2. In Anwendung von Artikel 24, § 1, Absatz 3, *a*), i) derselben Verordnung werden den Landwirten Zahlungsansprüche zugewiesen, die 2013 Obst, Gemüse, Speisekartoffeln, Pflanzkartoffeln oder Zierpflanzen erzeugt haben oder Rebflächen bewirtschaftet haben.

In Anwendung von Artikel 24, § 1, Absatz 3, *b*) derselben Verordnung werden den Landwirten Zahlungsansprüche zugewiesen, die im Jahr 2014 Zahlungsansprüche aus der nationalen Reserve erhalten haben.

Art. 20 - In Anwendung von Artikel 24, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 ist die Anzahl der je Landwirt 2015 zugewiesenen Zahlungsansprüche außer in Fällen höherer Gewalt und außergewöhnlicher Umstände gleich der Zahl der beihilfefähigen Hektarflächen, die der Landwirt in seinem Beihilfeantrag für 2015 angemeldet hat und die ihm am 31. Mai 2015 zur Verfügung stehen.

Art. 21 - In Anwendung von Artikel 24, § 9 der Verordnung 1307/2013 werden die Zahlungsansprüche jenen Landwirten zugewiesen, die wenigstens einen beihilfefähigen Hektar anmelden.

Art. 22 - Die Zahlstelle teilt den Landwirten spätestens am 1. April 2016 die Anzahl und den Wert der für den Zeitraum 2015-2019 im Rahmen der Basisprämienregelung zugewiesenen Zahlungsansprüche mit.

KAPITEL VI — Mindestanforderungen für die Gewährung

Art. 23 - In Anwendung von Artikel 10, § 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 werden einem Landwirt keine Direktzahlungen gewährt, wenn der Gesamtbetrag der in einem bestimmten Kalenderjahr beantragten oder zu gewährenden Direktzahlungen in Anwendung von Artikel 63 der Verordnung Nr. 1306/2013 weniger als 100 EUR beträgt.

Art. 24 - Um in den Genuss der in Artikel 34, 1° erwähnten Zahlung zu gelangen muss der Junglandwirt im Sinne von Artikel 30, § 11, *a*) der Verordnung Nr. 1307/2013 oder der Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnimmt im Sinne von Artikel 30, § 11, *a*) der Verordnung Nr. 1307/2013 eine der in Artikel 58 angeführten Bedingungen hinsichtlich der Ausbildung erfüllen.

KAPITEL VII — Wert der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie und Annäherung

Art. 25 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Ursprünglicher Einheitswert der Zahlungsansprüche: der 2015 berechnete Einheitswert der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie;

2° Einheitswert der Zahlungsansprüche: der jedes Jahr berechnete Wert der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie;

3° Regionaler Einheitswert: der durchschnittliche regionale Einheitswert der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie im Jahre 2019;

Art. 26 - Zur Bestimmung des Einheitswerts der Zahlungsansprüche wird die in Artikel 25, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 festgelegte Berechnungsmethode angewandt.

Art. 27 - § 1. Gemäß Artikel 25, § 4, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird für das Jahr 2019 bei Zahlungsansprüchen mit einem ursprünglichen Einheitswert von weniger als 90 % des regionalen Einheitswerts der Einheitswert dieser Zahlungsansprüche um ein Drittel der Differenz zwischen ihrem ursprünglichen Einheitswert und 90 % des regionalen Einheitswerts erhöht.

Gemäß Artikel 25, § 4, Absatz 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 beträgt für das Jahr 2019 der Einheitswert der Zahlungsansprüche mindestens 60 % des regionalen Einheitswerts, es sei denn, die Finanzierung dieses Schwellenwerts würde zu einer Verringerung der Ansprüche auf die Basisprämie, die den in § 2 festgelegten Schwellenwert von 30 % überschreitet, führen.

In diesem Fall ist der Minister ermächtigt, eine Mindestschwelle für den Einheitswert der Zahlungsansprüche festzulegen, die unter sechzig Prozent liegt.

§ 2. Gemäß Artikel 25, § 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird zur Finanzierung der in § 1 genannten Erhöhungen des Einheitswerts der Zahlungsansprüche der Betrag der Zahlungsansprüche, deren ursprünglicher Einheitswert über dem regionalen Einheitswert liegt, proportional verringert.

Jedoch darf diese proportionale Verringerung nicht mehr als dreißig Prozent des ursprünglichen Einheitswerts der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie ausmachen.

Art. 28 - Der ursprüngliche Einheitswert der Zahlungsansprüche wird gemäß Artikel 26, § 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 festgesetzt.

Art. 29 - In Anwendung von Artikel 19, § 2 der Verordnung Nr. 639/2014, wird der ursprüngliche Einheitswert, wenn bei höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Umständen der Wert einer Direktzahlung für 2014 unterhalb 85 % des entsprechenden Betrags im Laufe des Jahres 2013 liegt, auf der Grundlage der von dem Landwirt im Laufe des Jahres 2013 bezogenen Beträge festgelegt.

KAPITEL VIII — Übertragung der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie

Art. 30 - Gemäß Artikel 8, § 1 der Verordnung Nr. 641/2014 teilt der Landwirt, der die Zahlungsansprüche überlässt, der Zahlstelle spätestens am äußersten Datum für das Einreichen des Sammelantrags die Übertragung mit.

Art. 31 - Die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie können nach deren endgültigen Festsetzung übertragen werden.

Art. 32 - Gemäß Artikel 34, § 4 der Verordnung Nr. 1307/2013 kann der Minister beschließen, eine Verringerung der Übertragungen ohne Land vorzunehmen. In diesem Fall bestimmt er den Prozentsatz der Abhebung gemäß Artikel 26 der Verordnung Nr. 639/2014.

KAPITEL IX — Reserve

Art. 33 - Der Minister bestimmt die in Artikel 30, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 erwähnte lineare prozentuale Kürzung der Obergrenze auf die Basisprämienregelung und die in Artikel 31, § 1, *f*) der Verordnung Nr. 1307/2013 erwähnte lineare Kürzung des Werts der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie.

Art. 34 - Gemäß Artikel 30, §§ 6 und 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Reserve in dieser Reihenfolge für das Folgende verwendet:

1° die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie für Junglandwirte im Sinne von Artikel 30, § 11, *a*) der Verordnung Nr. 1307/2013 und die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie für Betriebsinhaber, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen, im Sinne von Artikel 30, § 11, *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013;

2° die Zahlungsansprüche für Betriebsinhaber, um die Aufgabe von Flächen zu vermeiden, einschließlich in Gebieten, die in Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogramme im Zusammenhang mit bestimmten öffentlichen Maßnahmen eingebunden sind;

3° die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie für Betriebsinhaber, denen infolge höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände keine Zahlungsansprüche auf die Basisprämie zugewiesen werden konnten;

4° den jährlichen Bedarf für gemäß Artikel 51, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 zu gewährende Zahlungen zu decken.

Art. 35 - § 1. Die Landwirte, die gemäß Artikel 34 einen Zugang zur Reserve genießen möchten, beantragen dies mittels des in Artikel 3 erwähnten Sammelantrags des Kalenderjahres 2015.

Dieser Antrag gilt als Antrag auf die Zuweisung der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie. Er wird bei der Zahlstelle spätestens am 31. Mai 2015 eingereicht. Die Zahlstelle bittet den Landwirt um die Übermittlung der Belegstücke, die für seine Bearbeitung notwendig sind. Wenn der Landwirt diese Auskünfte nicht oder auf unvollständige Weise liefert, wird ihm kein Zugang zur Reserve zugewiesen.

§ 2. Um seine Ansprüche auf die Reserve zu aktivieren, meldet der Landwirt in seinem Beihilfeantrag die Verwendung der ihm zugewiesenen Zahlungsansprüche an, wenn sein Antrag von der Zahlstelle zum Zeitpunkt der Einreichung seines Sammelantragsformulars noch nicht bearbeitet worden ist.

Art. 36 - Der Minister legt die Berechnung des Werts der aus der Reserve zugewiesenen Zahlungsansprüche fest und kann die in Artikel 35, § 1, Absatz 2 erwähnten Belegstücke bestimmen.

KAPITEL X — Die im Rahmen der Basisprämienregelung beihilfefähigen Hektarflächen und die innerhalb Letzterer beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Flächen

Abschnitt 1 — Im Rahmen der Direktzahlungen beihilfefähige Hektarflächen

Art. 37 - Gemäß Artikel 32, § 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird ein Anspruch auf die Basisprämie für jede vom Landwirt angemeldete beihilfefähige Hektarfläche im Sinne von Artikel 32, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 aktiviert.

Die landwirtschaftliche Fläche, die zu landwirtschaftlichen Tätigkeiten benutzt wird, einschließlich der Erhaltung der Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand im Sinne von Artikel 8, ist beihilfefähig.

Für die Anwendung von Artikel 4, § 2, Absatz 1, *c*) der Verordnung Nr. 1307/2013 bestimmt der Minister für die Niederwälder mit Kurzumtrieb die Gehölzarten und deren maximalen Erntezyklen.

Die landwirtschaftliche Fläche, die ebenfalls zu nichtlandwirtschaftlichen Zwecken genutzt wird, ist beihilfefähig, wenn sie hauptsächlich für eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Artikel 38 genutzt wird.

Art. 38 - § 1. In Anwendung von Artikel 32, § 3, *a*) der Verordnung Nr. 1307/2013 gilt jede landwirtschaftliche Fläche des Betriebs, die auch für nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, als hauptsächlich für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzte Fläche, wenn der Landwirt die Genehmigung erhalten hat, eine nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit auf dieser Fläche auszuüben.

In Anwendung von Artikel 32, § 3, Absatz 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die in Absatz 1 erwähnte Genehmigung nur für nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten gewährt, wenn eine landwirtschaftliche Tätigkeit durch die Intensität, Art, Dauer oder den Zeitpunkt dieser Tätigkeiten, die vom Minister bestimmt werden, nicht stark eingeschränkt wird.

§ 2. Die Genehmigung einer nichtlandwirtschaftlichen Nutzung der landwirtschaftlichen Flächen wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die Verpflichtungen Anforderungen und Normen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 enthalten sind, und insbesondere die des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands werden eingehalten;

2° der agronomische Wert der landwirtschaftlichen Flächen wird weder kurz-, noch mittel- oder langfristig durch die nichtlandwirtschaftliche Nutzung beeinträchtigt;

3° die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit hat einen außerordentlichen Charakter, ist zeitlich begrenzt, und findet an genau bestimmten Daten statt, die der Zahlstelle über einen Genehmigungsantrag mitgeteilt worden sind;

4° die betreffende landwirtschaftliche Parzelle darf nicht Gegenstand einer Warnung, einer Verwarnung oder eines ungünstigen Gutachtens über die zu schützende Zone sowie die örtliche Flora und/oder Fauna durch die zuständigen Behörden der Verwaltung sein;

5° die betreffende landwirtschaftliche Parzelle darf nicht Gegenstand einer Warnung, eines ungünstigen Gutachtens oder einer Anordnung zum Schutz einer nahe gelegenen archäologischen Stätte durch die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie sein.

Bezüglich der Punkte 4° und 5° erklärt der Antragsteller auf Ehrenwort, dass für die betreffenden Flächen keine Warnungen, Verwarnungen oder ungünstige Gutachten von Seiten der zuständigen Behörden ergangen sind, um diese Genehmigung zur nichtlandwirtschaftlichen Nutzung der landwirtschaftlichen Flächen zu erhalten. Der Minister kann die Beweismittel bestimmen, aufgrund welcher angenommen werden kann, dass die Punkte 4° und 5° erfüllt sind.

§ 3. Der Minister legt das Verfahren zum Erlangen der in Paragraph 1, Absatz 2 angeführten Genehmigung sowie deren Gewährungsbedingungen fest.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann der Minister zulassen, dass eine vorherige Anmeldung bei einer territorialen Dienststelle die Weiterführung von Tätigkeiten, die geringe Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit haben, genehmigt. Nimmt der Minister diese Ermächtigung in Anspruch, so legt er die Liste dieser Tätigkeiten fest.

Art. 39 - Gemäß Artikel 33 der Verordnung Nr. 1307/2013 stehen die angemeldeten Parzellen außer bei höherer Gewalt oder im Falle außergewöhnlicher Umstände am 31. Mai des Kalenderjahres zur Verfügung des Landwirts.

Abschnitt 2 — Abgrenzung der beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Flächen innerhalb der beihilfefähigen Hektarflächen

Art. 40 - § 1. In Anwendung von Artikel 9, § 1, Absatz 1 der Verordnung Nr. 640/2014 sind die folgenden Landschaftsmerkmale Teil der beihilfefähigen Hektarflächen der landwirtschaftlichen Fläche, unter der Bedingung, dass die linearen Bestandteile nicht breiter sind als zwei Meter und dass die Flächenbestandteile nicht größer als 100 m² sind:

1° die Gräben;

2° die Mauern;

3° die in Gruppen oder in Reihen stehenden Bäume;

4° die Wasserläufe;

5° die Teiche und Tümpel.

Gemäß Artikel 9, § 1, Absatz 2 der Verordnung Nr. 640/2014 ist die von Hecken mit einer Breite von weniger als zehn Metern eingenommene Fläche Teil der beihilfefähigen Fläche der landwirtschaftlichen Parzelle.

§ 2. Innerhalb der landwirtschaftlichen Parzelle gelten die Flächen mit den folgenden Bestandteilen als nicht beihilfefähige Flächen:

1° die landwirtschaftlichen Gebäude und Infrastrukturen;

2° die Wege, die die von dem Minister bestimmten Kriterien erfüllen;

3° die Geröllhalden;

4° die Lagerstätten für landwirtschaftliche Erzeugnisse auf festen Werkstoffen;

5° die Lagerstätten für sonstige Erzeugnisse, insofern sie sich auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken;

6° die Flächen, die Gegenstand von Erdarbeiten oder einer umfangreichen Änderung des Bodenreliefs sind, die sie sich auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken;

In Bezug auf Punkte 1°, 3°, 4° und 5° legt der Minister die Fläche fest, ab welcher diese Elemente als nicht beihilfefähig gelten.

In Bezug auf Punkt 5° legt der Minister den Inhalt der Lagerstätten fest.

Diese Flächen werden von der landwirtschaftlichen Fläche abgezogen.

Art. 41 - In Anwendung von Artikel 9, § 3, Absatz 2 der Verordnung Nr. 640/2014 gilt eine mit Bäumen bestandene Parzelle als Agrarparzelle, sofern sie eine Baumdichte von weniger als 100 Bäumen pro Hektar aufweist.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Dauergrünland. Dieses unterliegt der Anwendung eines in Artikel 42 vorgesehenen Verringerungskoeffizienten.

Art. 42 - In Fällen, in denen das Unterholz, die Bäume und Geröllhalden in der Dauerwiese verstreut sind, wird gemäß Artikel 10 der Verordnung Nr. 640/2014 ein Verringerungskoeffizient unter Berücksichtigung der nicht beihilfefähigen Fläche angewandt.

Diese Parzellen werden in dem Sammelantrag mit einem spezifischen Code angegeben.

Der Minister legt den in Absatz 1 angeführten Verringerungskoeffizienten unter Berücksichtigung der verschiedenen Arten der homogenen Bodenbedeckung fest.

KAPITEL XI — Die Vergrünungszahlung ("Ökologisierungszahlung")

Abschnitt 1 — Die Höhe der Vergrünungszahlung

Art. 43 - Gemäß Artikel 43, § 9, Absatz 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird der Betrag der Vergrünungszahlung jedes Jahr in Form eines Prozentsatzes des Gesamtwerts der vom Landwirt aktivierten Zahlungsansprüche auf die Basisprämie berechnet.

Abschnitt 2 — Die Anbaudiversifizierung

Art. 44 - Der Minister ist befugt, die Begriffe der "Winterkultur" und der "Sommerkultur" nach Artikel 44, § 4, Absatz 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 zu bestimmen.

Abschnitt 3 — Dauergrünland

Art. 45 - Das Dauergrünland, ebenfalls als "BE2", "BE3" bzw. "BE4" (im Sinne von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen) bezeichnet, sowie die "BE temp 1" und die "BE temp 2" nach Artikel 15 desselben Erlasses werden im Sinne von Artikel 45, § 1, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 als umweltsensibles Dauergrünland angesehen.

Der Minister ist befugt, anderes umweltsensibles Dauergrünland als dasjenige nach Absatz 1 zu bezeichnen.

Art. 46 - In Anwendung von Artikel 45, § 2, Absatz 5 der Verordnung Nr. 1307/2013 ist die Verpflichtung der Beibehaltung des Dauergrünlandanteils auf Ebene des Gebiets der Wallonischen Region anwendbar.

Unter Einhaltung der Begrenzungen nach Artikel 44 der Verordnung Nr. 639/2014 bestimmt der Minister die anwendbaren Verpflichtungen, wenn sich der Jahresanteil um mehr als 2,5 % im Verhältnis zum Referenzanteil verringert.

Unter den in Artikel 43, § 3 der Verordnung Nr. 639/2014 angeführten Umständen kann der Minister den gemäß Artikel 45, § 2, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1307/2013 bestimmten Referenzanteil anpassen.

Abschnitt 4 — Im Umweltinteresse genutzte Flächen

Art. 47 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° in der Reihe stehende Bäume: eine Reihe einheimischer Bäume im Sinne von Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, innerhalb deren der Abstand zwischen Kronen, die einen Durchmesser von mindestens vier Metern haben müssen, höchstens fünf Meter beträgt;

2° alleinstehender Baum: ein alleinstehender Baum, dessen Krone einen Durchmesser von mindestens vier Metern aufweist, sowie die bemerkenswerten Bäume im Sinne von Artikel 266 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, deren Krone einen Durchmesser von mindestens vier Metern aufweist, außer wenn der Baum geschnitten wurde;

3° Feldrand: zwischen 1 und 20 Metern breiter Feldrand, der nicht für die landwirtschaftliche Produktion benutzt wird;

4° Hain: ein aus meist einheimischen holzartigen Pflanzen bestehendes Wäldchen mit einer Höchstfläche von 30 Ar und einer Mindestbreite von 10 Metern;

5° Hecke: jeder mit einheimischen Bäumen oder Sträuchern bepflanzte, mindestens 10 Meter lange und höchstens 10 Meter breite ununterbrochene Abschnitt;

6° Wald: eine Fläche von über 0,3 Hektar mit Bäumen, die eine Höhe über fünf Meter erreichen können, bei der mindestens 10 % des Bodens von Baumkronen überschirmt wird, oder mit Bäumen, die auf dem jeweiligen Standort diese Werte erreichen können, mit der Ausnahme von vorwiegend landwirtschaftlichen oder städtischen Flächen;

7° Graben: zwei einander gegenüber liegende, ein "V" bildende Hänge, deren Nest nicht natürlichen Ursprungs ist und eine Höchstbreite von sechs Metern aufweist, und abhängig von den Niederschlägen mit Wasser versorgt wird;

8° Baumgruppe: eine Gruppe von einheimischen Bäumen, die mehr als zehn Meter breit ist, eine Fläche von 1 bis 30 Ar aufweist, innerhalb deren der Abstand zwischen den Baumkronen höchstens fünf Meter beträgt, wobei jeder dieser Bäume, gemessen in 1,5 Meter Höhe, einen Stammumfang von 40 cm oder mehr hat;

9° Tümpel: ein stehendes Gewässer mit einer Fläche von 1 bis 10 Ar, ggf. mit einem höchstens 10 Meter breiten Ufervegetationsstreifen entlang des Wassers, wobei die Mindestwasserfläche zwischen dem 1. November und dem 31. Mai 25 m² beträgt;

10° Niederwald mit Kurzumtrieb: Niederwald mit kurzer Umtriebszeit im Sinne von Artikel 1, 18° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014.

Art. 48 - § 1. In Anwendung von Artikel 46, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 gelten die folgenden Flächen als im Umweltinteresse genutzte Flächen:

1° brachliegende Flächen, die während eines der fünf Jahre vor der Eingliederung in diese Flächen kein Dauergrünland gewesen sind;

2° Landschaftselemente, einschließlich an das Ackerland des Betriebs angrenzende Elemente, zu denen Landschaftselemente gehören können, die nicht zu den beihilfefähigen Flächen gemäß Artikel 76, § 2, Buchstabe c) der Verordnung Nr. 1306/2013 gehören;

3° Pufferstreifen entlang Wasserläufen, einschließlich Pufferstreifen mit Dauergrünland, sofern diese von der angrenzenden beihilfefähigen landwirtschaftlichen Fläche abgegrenzt sind;

4° agro-forstwirtschaftliche Hektarflächen, die eine Stützung gemäß Artikel 23 der Verordnung Nr. 1305/2013 erhalten oder erhalten haben;

5° Streifen mit beihilfefähigen Hektarflächen an Waldrändern;

6° Flächen mit Niederwald mit Kurzumtrieb, auf denen keine mineralischen Düngemittel und/oder Pflanzenschutzmittel verwendet werden;

7° Flächen mit Zwischenfruchtanbau oder durch Pflanzung und Keimung von Samen gebildete Begrünung, vorbehaltlich der Anwendung der Gewichtungsfaktoren nach Artikel 54, Absatz 1;

8° Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen.

§ 2. Die in § 1, 2° genannten Landschaftselemente sind:

1° Hecken;

2° alleinstehende Bäume;

3° in der Reihe stehende Bäume;

4° Baumgruppen oder Haine;

5° Feldränder;

6° Tümpel und Teiche;

7° Gräben.

Art. 49 - In Anwendung von Artikel 45, § 5 der Verordnung Nr. 639/2014 sind die Pufferstreifen entlang von Wasserläufen sechs Meter breit. Die Pufferstreifen können für die Weidehaltung oder das Ernten von Futterpflanzen benutzt werden, insofern der Pufferstreifen von den angrenzenden landwirtschaftlichen Flächen unterschieden werden kann.

Dünge- und Pflanzenschutzmittel sind auf diesen Pufferstreifen untersagt, mit Ausnahme von einer lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

Art. 50 - In Anwendung von Artikel 45, § 7 der Verordnung Nr. 639/2014 ist die landwirtschaftliche Produktion auf Streifen mit beihilfefähigen Hektarflächen an Waldrändern untersagt. Die Weidehaltung oder das Ernten von Futterpflanzen werden jedoch genehmigt, insofern der Streifen mit beihilfefähiger Hektarfläche an Waldrändern von den angrenzenden landwirtschaftlichen Flächen unterschieden werden kann. Der Streifen mit beihilfefähiger Hektarfläche an Waldrändern hat eine Mindestbreite von 6 Metern und eine Höchstbreite von 10 Metern.

Dünge- und Pflanzenschutzmittel sind auf diesen Streifen untersagt, mit Ausnahme von einer lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

Art. 51 - Für Flächen mit Niederwald mit Kurzumtrieb, auf denen keine mineralischen Düngemittel und/oder Pflanzenschutzmittel verwendet werden, stellt der Minister in Anwendung von Artikel 45, § 8 der Verordnung Nr. 639/2014 die Liste der Arten fest, die zu diesem Zweck verwendet werden können.

In Anwendung von Artikel 45, § 8 der Verordnung Nr. 639/2014 dürfen ausschließlich Herbizide verwendet werden und dies nur während des ersten Anpflanzungsjahres.

Art. 52 - Der Minister legt die Liste der Pflanzenmischungen nach Artikel 45, § 9 der Verordnung Nr. 639/2014 fest, die für den Zwischenfruchtanbau und die Gründücke benutzt werden können, sowie den Zeitraum für die Aussaat.

Der Minister kann die in diesem Artikel erwähnten zusätzlichen Bedingungen bestimmen.

Art. 53 - Der Minister stellt die Liste der stickstoffbindenden Pflanzen gemäß Artikel 45, § 10 der Verordnung Nr. 639/2014 auf, und bestimmt ihre Vegetationsperiode.

Der Minister kann die in diesem Artikel erwähnten zusätzlichen Bedingungen bestimmen.

Art. 54 - In Anwendung von Artikel 46, § 3 der Verordnung 1307/2013 benutzt die Zahlstelle die in Anhang X dieser Verordnung bestimmten Gewichtungsfaktoren, um die Gesamthektarfläche der im Umweltinteresse genutzten Flächen eines Betriebs zu berechnen.

In Anwendung von Artikel 46, § 3 der Verordnung 1307/2013 benutzt die Zahlstelle die in Anhang X dieser Verordnung bestimmten Umrechnungsfaktoren, um die Gesamthektarfläche der im Umweltinteresse für Hecken, alleinstehende Bäume, in der Reihe stehende Bäume, Feldränder und Gräben genutzten Flächen eines Betriebs zu berechnen.

KAPITEL XII — Die Umverteilungsprämie

Art. 55 - In Anwendung von Artikel 41, § 1 und § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird den Landwirten eine Umverteilungsprämie gewährt.

In Anwendung von Artikel 41, § 4 dieser Verordnung wird die Höhe der Umverteilungsprämie jedes Jahres berechnet, indem ein Betrag mit der Anzahl der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie, die der Landwirt aktiviert hat, multipliziert wird.

Der Minister bestimmt den Prozentsatz der regionalen Durchschnittszahlung je Hektar, um den in Absatz 2 genannten Betrag zu bestimmen.

Art. 56 - § 1. In Anwendung von Artikel 41, § 4 der Verordnung Nr. 1307/2013 kann die Umverteilungsprämie für höchstens 30 Hektar gewährt werden.

§ 2. In Anwendung von Artikel 41, § 8 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Höchstanzahl Hektar nach § 1 auf der Ebene der Mitglieder der juristischen Personen oder der Vereinigungen natürlicher oder juristischer Personen angewandt, die zur Stärkung der landwirtschaftlichen Strukturen der betreffenden juristischen Personen oder Vereinigungen beigetragen haben, indem sie ihre Arbeit oder ihr Kapital innerhalb eines vom Minister bestimmten Zeitraums eingebracht haben.

Absatz 1 gilt nur für diejenigen Mitglieder der Vereinigungen natürlicher Personen, die während einer vom Minister bestimmten Zeit eine tatsächliche Kontrolle über das Unternehmen ausüben.

Absatz 1 gilt nur für diejenigen Mitglieder von juristischen Personen und von Vereinigungen juristischer Personen, die sich an dem Gewinn und den finanziellen Risiken beteiligen, und tatsächlich für die juristische Person oder die Vereinigung arbeiten. Die Mitglieder der juristischen Personen und der Vereinigungen juristischer Personen beachten jede Verpflichtung, die sich aus einer Revision der wallonischen Gesetzgebung hinsichtlich der Rechte und Pflichten der einzelnen Landwirte ergibt, insbesondere was ihre wirtschafts-, sozial- und steuerrechtliche Stellung anbelangt.

Der Minister kann Maßnahmen ergreifen, um die Umsetzung dieser Bestimmung zu klären.

Art. 57 - § 1. Die Umverteilungsprämie wird den Landwirten gewährt, um landwirtschaftliche Familienbetriebe und eine ökologisch intensive Landwirtschaft im Sinne von Artikel D.1 des Gesetzbuches zu fördern.

§ 2. Wenn die Zahlstelle von einer Konstruktion Kenntnis hat, die darauf abzielt, künstlich Voraussetzungen zu schaffen, um die Umverteilungsprämie erhalten zu können, einschließlich der Aufteilung eines Betriebs, wendet sie die Umgehungsklausel nach Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 und nach Artikel 62 an.

KAPITEL XIII — *Die Zahlung für Junglandwirte*

Art. 58 - § 1. Um als Junglandwirt anerkannt zu werden, muss die natürliche Person den in Artikel 50, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 genannten Bedingungen genügen.

In Übereinstimmung mit Artikel 50, § 3 der Verordnung Nr. 1307/2013 muss sie ebenfalls eine der folgenden Qualifikationen besitzen:

1° Bachelor oder Master in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;

2° ein durch den Zentralprüfungsausschuss anerkanntes oder ausgestelltes Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts sowie das Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des Sekundarunterrichts, in einer landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder gleichwertige Zeugnisse, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt werden;

3° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts im Bereich der technischen agrarwissenschaftlichen Übergangsausbildung oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;

4° ein Diplom des Hochschul- oder Universitätsunterrichts in einer nicht agrarwissenschaftlichen Fachrichtung, oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung von mindestens zwei Jahren als Hilfskraft, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung von mindestens zwei Jahren als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer;

5° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts in einer nicht landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;

§ 2. Wenn der Junglandwirt nicht eine der in § 1, Absatz 2 genannten Qualifikationen besitzt, muss er entweder über eine praktische, hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft von einer Dauer, die mindestens fünf Jahren entspricht, oder über eine praktische, vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens fünf Jahren entspricht, verfügen, und Inhaber eines der folgenden Dokumente sein:

1° das Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

2° die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

3° ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft.

§ 3. Eine praktische Erfahrung gemäß § 2, die bis zu 5 Jahren dauern kann, wird durch eine Anhörung bei dem Ausschuss für die Niederlassung nachgewiesen.

Nur der Landwirt, der über die in § 1, Absatz 2, 4° und 5° genannten Dokumente verfügt, oder der Landwirt, der über die in § 1, Absatz 2 genannten Dokumente verfügt, und nur drei Jahre praktische Erfahrung nachweisen kann, können bei dem Ausschuss für die Niederlassung eine Anhörung beantragen.

Art. 59 - Die Höhe der Zahlung für Junglandwirte wird gemäß Artikel 50, § 8 der Verordnung Nr. 1307/2013 berechnet.

In Anwendung von Artikel 50, § 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Zahlung für Junglandwirte auf 90 Hektar begrenzt.

KAPITEL XIV — *Der Ausschuss für die Niederlassung*

Art. 60 - § 1. Ein Ausschuss für die Niederlassung, nachstehend der "Ausschuss" genannt, wird mit folgender Zusammensetzung eingerichtet:

1° ein Bediensteter der Zahlstelle, um die Sekretariatsführung des Ausschusses zu gewährleisten;

2° ein Experte der Agrarwirtschaft;

3° drei technische Sachverständige, die die verschiedenen technisch-wirtschaftlichen Orientierungen vertreten.

Diese Personen besitzen nachweislich Kenntnisse im Bereich der Landwirtschaft und der landwirtschaftlichen Ausbildung.

Bei jeder vollständigen Neubesetzung des Ausschusses führt die Verwaltung einen Bewerberaufruf durch. Dieser Aufruf wird im Belgischen Staatsblatt und auf den Internet-Seiten der Wallonischen Region veröffentlicht. Darin werden die zu vergebenden Mandate, die zur Einreichung der Bewerbungen eingeräumten Fristen und die Anschrift angegeben, an die die Postsendungen zu richten sind.

Die Mitglieder des Ausschusses werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren und auf Vorschlag des Ministers von der Regierung ernannt.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von dem Minister unter den Mitgliedern ernannt.

Die Regierung kann im Laufe der Mandatszeit neue Mitglieder ernennen, nachdem der Ausschuss die Ämter für offen erklärt hat.

Im Rahmen seiner Arbeiten kann der Ausschuss alle Personen einladen, die er anhören möchte und die über besondere Sachkenntnisse im Zusammenhang mit der bearbeiteten Akte verfügen.

§ 2. Der Minister genehmigt die allgemeine Dienstordnung des Ausschusses.

Den Mitgliedern des Ausschusses wird ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 50 Euro pro Sitzung sowie die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten auf der Grundlage der für die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegten Tabellen gewährt.

KAPITEL XV — *Betriebsregister*

Art. 61 - Der Landwirt führt ein Betriebsregister, in dem er die Vorgänge verzeichnet, die auf den Parzellen seines Betriebs stattgefunden haben.

Das Register enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Handelsbezeichnung der Arten, die für die Sommer- und Winterkulturen ausgesät werden;
- 2° die Identifizierung der Parzelle;
- 3° die Oberfläche und Länge der Parzelle oder Landschaftselemente der Parzellen oder bestimmter Elemente, die vom Minister bestimmt werden;
- 4° die Aussaatzeiten;
- 5° die Zusammensetzung der Pflanzendecke;
- 6° die Vernichtungs- und Erntezeiten;
- 7° die Benutzung von Düngemitteln, Wirtschaftsdüngern oder Pflanzenschutzmitteln.

Die ergänzenden Angaben und die Form des Betriebsregisters werden vom Minister bestimmt. Mangels dessen kann die Form frei gewählt werden.

KAPITEL XVI — *Umgehungsklausel*

Art. 62 - In Übereinstimmung mit Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird den Landwirten und natürlichen oder juristischen Personen keine der in vorliegendem Erlass vorgesehenen Beihilfen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

KAPITEL XVII — *Schlussbestimmungen*

Art. 63 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23 Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, 16. September 2010, 15. Mai 2014 und 13. Juni 2014;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2007 und 24. April 2008;

3° der Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 20. Januar 2008 und 7. August 2008;

4° der Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 20. Januar 2008;

5° Artikel 24 des Erlasses vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor.

Art. 64 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201125]

**12 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr.1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die Verordening;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 641/2014 van de Commissie van 16 juni 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.31, D.61, D.241, D.242, D.243, D. 249, D.250 en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 betreffende de overdracht van toeslagrechten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoeslagrechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoeslagrechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 december 2014;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 december 2014;

Gelet op het rapport van 18 december 2014, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 56.951/4 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 28 mei 2009 tussen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot de implementatie van de bedrijfstoeslagregeling;

Gelet op de notificaties door België d.d. 1 augustus 2014 en 1 oktober 2014 overeenkomstig de artikelen 9, § 6, 11, § 6, 22, § 2, 23, § 6, 24, § 10, 29, 41, § 1, eerste lid, 42, § 1, 45, § 2, 46, § 8, en 51, § 1, van Verordening (EU) nr. 1307/2013 en van de artikelen 65, § 2, 66, 68, 69, 72 en 74 van Verordening (EU) nr. 639/2014;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° landbouwactiviteit: activiteit bepaald in artikel 4, § 1, c) van Verordening nr. 1307/2013;

2° territoriaal bevoegde dienst: gedecentraliseerde dienst van het Departement Steun van het bestuur;

3° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

4° rechtstreekse betaling: betaling die rechtstreeks wordt toegekend aan de landbouwers in het kader van de basisbetalingsregeling of van de herverdelingsbetalingsregeling of de betalingsregeling voor klimaat- en milieuvriendelijke landbouwpraktijken of de betalingsregeling ten gunste van de jonge landbouwers of een regeling voor gekoppelde steun, die bedoeld zijn in bijlage I bij Verordening 1307/2013;

5° landbouwperceel: ononderbroken aardoppervlakte, aangegeven door één landbouwer, aangewend voor één enkele teelt. In het geval waarin een gescheiden gebruiksaangifte is vereist voor een oppervlakte die deel uitmaakt van een teeltgroep, de oppervlakte waarin dat specifieke gebruik wordt aangewend;

6° blijvend grasland: blijvend grasland en blijvend weiland in de zin van artikel 4, § 1, *h*) van Verordening nr. 1307/2013;

7° landbouwopbrengst: elke Europese en nationale landbouwsteun en de opbrengsten voortvloeiend uit de verwerking van landbouwproducten in de zin van artikel 4, § 1, *d*), van Verordening nr. 1307/2013 van zijn eigen bedrijf voor zover de landbouwer eigenaar blijft van het product dat na verwerking wordt verkregen en dat bedoeld product een landbouwproduct is in de zin van artikel 4, § 1, *d*), van Verordening nr. 1307/2013 vóór de aftrek van alle kosten of belastingen;

8° Verordening nr. 1305/2013: Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun aan plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

9° Verordening nr. 1306/2013: Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

10° Verordening nr. 1307/2013: Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

11° Verordening nr. 639/2014: Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

12° Verordening nr. 640/2014: Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

13° Verordening nr. 641/2014: Uitvoeringsverordening (EU) nr. 641/2014 van de Commissie van 16 juni 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

14° Verordening nr. 809/2014: Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

15° landbouwoppervlakte: landbouwoppervlakte in de zin van artikel 4, § 1, *e*) van Verordening nr. 1307/2013;

16° besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014: besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Eenmalige aanvraag*

Art. 2. § 1. De landbouwers en de niet-landbouwers die steunaanvragers zijn in de zin van de Europese reglementering, dienen jaarlijks de steun- en betalingsaanvragen via een eenmalige aanvraag in, overeenkomstig artikel D.28 van het Waalse Landbouwwetboek, hierna het Wetboek genoemd, in het kader van de volgende regelingen:

1° de basisbetaling;

2° de herverdelingsbetaling;

3° de betaling voor klimaat- en milieuvriendelijke landbouwpraktijken, hierna "groene betaling" genoemd;

4° de betalingen ten gunste van de jonge landbouwers;

5° de compenserende vergoedingen in benadeelde gebieden;

6° de agromilieu- en klimaatmaatregelen;

7° de steun aan de biologische landbouw;

8° de betaling in het kader van Natura 2000;

9° het onderhoud van de agrobosbouwinstallaties.

De landbouwer die in het kader van de basisbetaling een aanvraag indient, wordt geacht ook een aanvraag in te dienen voor de groene betaling.

§ 2. De steun die één jaar niet wordt aangevraagd, wordt niet toegekend zelfs indien hij tijdens het vorige jaar is aangevraagd.

Art. 3. § 1. Het model van het eenmalige aanvraagformulier bedoeld in artikel D.30, § 1, van het Wetboek vermeldt de steunaanvraag bedoeld in artikel 72, § 3, van Verordening nr. 1306/2013 en de betalingsaanvraag bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, (4), van Verordening nr. 640/2014.

§ 2. De aanvragen op een papieren informatiedrager worden overgemaakt :

1° ofwel bij middel van het gepersonaliseerde eenmalige aanvraagformulier dat door het bestuur aan de landbouwers wordt toegestuurd;

2° ofwel bij middel van een blanco exemplaar van bedoeld formulier ter beschikking gesteld bij de territoriale diensten.

De via de elektronische weg of op een papieren informatiedrager overgemaakte aanvragen worden ingediend overeenkomstig de voorschriften van de toelichting en gaan vergezeld van een naar behoren ingevuld en ondertekend uittreksel op papier van zijn formulier.

§ 3. De in artikel 13, § 1, van Verordening nr. 809/2014 bedoelde uiterste datum voor de indiening van de eenmalige aanvragen op papieren informatiedrager of op informaticadrager is 31 maart van elk jaar.

De in artikel 13, § 1, van Verordening nr. 809/2014 bedoelde uiterste datum voor de indiening van de eenmalige aanvragen overgemaakt via de elektronische weg is 30 april van elk jaar.

Bij te late indiening stuurt het betaalorgaan zijn beslissing met vermelding van het verlagingpercentage dat toegepast zal worden op de aanvraag of zelfs de niet-ontvankelijkheid ervan.

§ 4. Overeenkomstig artikel D.31 van het Wetboek moet de aanvrager die geen eenmalig aanvraagformulier gekregen heeft, er één opvragen.

Art. 4. § 1. De in artikel 15 van Verordening nr. 809/2014 bedoelde wijzigingen van de eenmalige aanvraag worden volgens de door de Minister bepaalde vorm en modaliteiten aangebracht.

De uiterste datum voor de indiening van de wijzigingsaanvraag is 31 mei van elk jaar.

Bij te late indiening kan het betaalorgaan aan de landbouwer meedelen dat zijn wijzigingsaanvraag niet-ontvankelijk is.

§ 2. Overeenkomstig artikel 33, § 2, van Verordening 1307/2013 kan de landbouwer in naar behoren gemotiveerde gevallen zijn aangifte na 31 mei wijzigen mits hij ten minste het aantal hectaren dat overeenstemt met zijn betalingsrechten, handhaaft en de voorwaarden in acht neemt die verbonden zijn aan de toekenning van de betaling in het kader van de basisbetalingsregeling voor de betrokken oppervlakte.

Art. 5. Het betaalorgaan ontvangt de aanvragen, de in dit hoofdstuk vermelde documenten en, in voorkomend geval, hun bewijsstukken, indien ze overeenkomstig de modaliteiten van de Minister worden overgemaakt.

Het orgaan ontvangt de elektronische versies van die aanvragen, de documenten en de bewijsstukken indien ze via het loket PAC-on-web worden gestuurd.

Art. 6. § 1. Elk landbouwperceel van het bedrijf wordt door de landbouwer in zijn eenmalige aanvraag aangegeven volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen D.28 tot D.32 van het Wetboek.

De globale oppervlakte van de gronden die door de landbouwer uitgebaat worden, zelfs buiten het grondgebied van het Waalse Gewest, moet jaarlijks worden aangegeven om in aanmerking te worden genomen voor de berekening van het grondgebondenheidscijfer.

§ 2. Elke landbouwer moet in staat zijn om op verzoek de gegevens over de percelen die hij van seizoen tot seizoen niet meer uitbaat te leveren: de identiteit van de eigenaar, van de huidige landbouwer-exploitant of van de vorige landbouwer-exploitant in het geval van einde van de uitwisseling.

Bij gebrek, zullen de betrokken percelen beschouwd worden als nog steeds deel uitmakend van het bedrijf.

§ 3. Een verlaging wordt toegepast op de steun van de landbouwer die niet al zijn percelen aangeeft. Het percentage van die verlaging wordt bepaald overeenkomstig artikel 16 van Verordening nr. 640/2014.

§ 4. Overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van Verordening nr. 640/2014 wordt een verlaging of een niet-ontvankelijkheid van de steunaanvraag, van de betalingsaanvraag of van de toekenning van de rechten bedoeld in artikel 19, § 1, toegepast indien de landbouwer zijn steun- of betalingsaanvraag niet in de vorm of niet binnen de termijnen bedoeld in dit besluit indient.

Art. 7. Wanneer verschillende landbouwers hetzelfde perceel aangeven, wordt de steunaanvraag betreffende dat perceel opgeschort voor alle betrokken landbouwers totdat de identiteit van de landbouwer die het perceel in bedrijf heeft genomen, vastgesteld wordt.

HOOFDSTUK III. — *Landbouwactiviteit*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 4, § 2, eerste lid, *a)* van Verordening nr. 1307/2013 en artikel 4 van Verordening nr. 639/2014 wordt een oppervlakte in een staat gehouden die begrozing of teelt mogelijk maakt wanneer de exploitant de maatregelen bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 4, onderafdelingen 2 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 heeft nageleefd.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 4, § 1, *a)*, van Verordening nr. 639/2014 kan de Minister, indien milieuredenen het rechtvaardigen, bepalen dat die maatregelen slechts één keer om de twee jaar worden uitgevoerd.

HOOFDSTUK IV. — *Actieve landbouwer*

Art. 10. Er wordt geen rechtstreekse betaling toegekend aan natuurlijke of rechtspersonen of aan groepen van natuurlijke of rechtspersonen die een activiteit bedoeld in artikel 9, § 2, eerste lid, van Verordening nr. 1307/2013 uitoefenen.

De aanvrager wordt geacht een activiteit bedoeld in artikel 9, § 2, eerste lid, van Verordening nr. 1307/2013 uit te oefenen indien hij een overeenstemmende activiteit bij de Kruispuntbank der Ondernemingen geregistreerd heeft of indien andere verifieerbare bewijselementen dit aantonen.

Art. 11. § 1. Overeenkomstig artikel 9, § 2, derde lid, van Verordening nr. 1307/2013 worden de natuurlijke of rechtspersonen of de groepen van natuurlijke of rechtspersonen die binnen het toepassingsgebied van artikel 10 vallen, als actieve landbouwers beschouwd als zij verifieerbare bewijzen verstrekken waaruit één van de volgende feiten blijkt:

1° het jaarlijkse bedrag aan rechtstreekse betalingen maakt ten minste 5 % uit van hun totale inkomsten uit niet-landbouwactiviteiten in het meest recente belastingjaar waarvoor dit bewijs beschikbaar is;

2° hun landbouwactiviteiten zijn niet onaanzienlijk;

3° hun voornaamste bedrijfs- of ondernemingsdoel is de uitoefening van een landbouwactiviteit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 13, § 1, van Verordening nr. 639/2014 zijn de landbouwactiviteiten niet onaanzienlijk in de zin van § 1, 2°, indien de totale inkomsten uit landbouwactiviteiten in het meest recente belastingjaar waarvoor dergelijk bewijs beschikbaar is, ten minste één derde bedragen van de totale inkomsten in hetzelfde belastingjaar.

Die elementen worden bij de indiening van de eenmalige aanvraag ingediend.

Indien het betaalorgaan een aanvrager niet als een actieve landbouwer kan beschouwen, deelt het zijn beslissing aan de aanvrager mede met vermelding van de mogelijkheid om een beroep in te dienen door de in § 1 bedoelde bewijselementen voor te leggen.

§ 3. Overeenkomstig artikel 13, § 3, van Verordening nr. 639/2014 is het voornaamste bedrijfs- of ondernemingsdoel in de zin van § 1, 3°, de bij de Kruisbank der Ondernemingen geregistreerde voornaamste economische activiteit.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 9, § 4, van Verordening nr. 1307/2013 is artikel 10 niet van toepassing op landbouwers die voor het voorgaande jaar rechtstreekse betalingen hebben ontvangen die niet hoger zijn dan 350 euro.

HOOFDSTUK V. — *Vaststelling van de basisbetalingsrechten, aanvraag tot herziening van de referentiegegevens en toekenning van de basisbetalingsrechten*

Afdeling 1. — Kennisgeving van de referentiegegevens

Art. 13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder "referentiegegevens", de voorwaarde voor de toekenning van de steun in 2013, vastgesteld in artikel 24, § 1, eerste lid, *b)*, van Verordening nr. 1307/2013 en het bedrag van de in 2014 ontvangen steun.

Art. 14. Het betaalorgaan identificeert de landbouwers die de basisbetalingsrechten zouden kunnen genieten, bepaalt voorlopig de referentiegegevens en berekent de voorlopige bedragen van hun rechten.

Het bestuur deelt de volgende elementen aan de geïdentificeerde landbouwers mee:

1° de referentiegegevens die in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van de basisbetalingsrechten;

2° het feit dat de voorwaarden voor de toekenning van de steun in 2013, vastgesteld in artikel 24, § 1, eerste lid, *b)*, van Verordening nr. 1307/2013, vervuld is;

3° de referentiebedragen die in aanmerking worden genomen voor de in artikel 28 bedoelde berekening.

Een toelichting waarin de referentiegegevens en de in artikel 28 bedoelde berekening worden uitgelegd, wordt gevoegd bij de in het tweede lid bedoelde kennisgeving.

Afdeling 2. — Aanvraag tot herziening van de referentiegegevens

Art. 15. § 1. De landbouwers die hun referentiegegevens willen laten herzien dienen een aanvraag tot herziening in door middel van het door het betaalorgaan opgesteld formulier.

Deze aanvraag berust minstens op één van de gegevens vernoemd in § 2 en gaat vergezeld van de nodige bewijsstukken. Deze elementen worden voorgesteld in de toelichtingsnota vermeld in artikel 14, derde lid.

Deze toelichting en het formulier vermeld in het eerste lid worden gevoegd bij de eenmalige aanvraag en zijn op gewoon verzoek beschikbaar bij het betaalorgaan.

§ 2. De in acht genomen elementen zijn:

1° een fout bij de berekening van de referentiebedragen of bij de controle van de voorwaarde vastgesteld in artikel 24, § 1, eerste lid, *b)*, en derde lid, *a)* en *b)*, van Verordening nr. 1307/2013;

2° de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden overeenkomstig artikel 19 van Verordening nr. 639/2014;

3° in de gevallen van vererving, verandering van rechtsstatuut of benaming, fusie en splitsing bedoeld in artikel 14 van Verordening nr. 639/2014, tijdens de referentieperiode;

4° de privé contractuele clausules in geval van grondoverdracht bij wege van verkoop of huuroverdracht bedoeld in artikel 16.

Art. 16. § 1. Bij verkoop of bij verhuur van hun bedrijf of van een gedeelte ervan, kunnen de landbouwers, overeenkomstig artikel 24, § 8, van Verordening nr. 1307/2013, hun recht om rechten te ontvangen, overdragen aan één of meerdere landbouwers die het bedrijf in het geheel of gedeeltelijk bij privaatrechtelijke contractuele clausule hebben overgenomen door middel van een overeenkomst ondertekend vóór de vastgestelde uiterste datum, hetzij in artikel 3, § 3, eerste lid, voor de aanvragen die op papier worden ingediend of die met elektronische middelen worden opgesteld, hetzij in artikel 3, § 3, tweede lid, voor de aanvragen die via elektronische weg worden ingediend.

Bij verkoop of bij verhuur van hun bedrijf of van een gedeelte ervan bij contractuele clausule, kunnen de landbouwers, overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van Verordening nr. 639/2014, de betalingsrechten overdragen die voor de overgedragen oppervlakten moeten worden toegekend door middel van een overeenkomst ondertekend vóór de vastgestelde uiterste datum, hetzij in artikel 3, § 3, eerste lid, voor de kennisgevingen die op papier worden ingediend of die met elektronische middelen worden opgesteld, hetzij in artikel 3, § 3, tweede lid, voor de kennisgevingen die via elektronische weg worden ingediend.

§ 2. Overeenkomstig artikel 3 van Verordening nr. 641/2014, bevat de aanvraag tot toekenning van rechten die door de aankoper of de overnemer wordt voorgelegd, de volgende elementen:

1° de elementen van respectievelijk de verkoop- of huurovereenkomst, met inbegrip van de relevante contractuele clausule en een afschrift van de verkoop- of huurovereenkomst;

2° de identificatiegegevens van de landbouwer die het recht om rechten te ontvangen, overdragen heeft aan de aankoper of aan de overnemer.

§ 3. Overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van Verordening nr. 641/2014, bevat de aanvraag tot toekenning van rechten die door de verkoper of de verhuurder wordt voorgelegd, de volgende elementen:

1° elk bewijsstuk waaruit blijkt dat de overdrager eigenaar is van de gronden alsook de details van de verkoop- of huurovereenkomst, met inbegrip van de relevante contractuele clausule;

2° het aantal subsidiabele hectaren die het voorwerp uitmaken van bedoelde contractuele clausule;

3° de identificatiegegevens van de landbouwer die krachtens deze clausule in aanmerking komt voor de overdracht.

Art. 17. Elke aanvraag tot herziening van de referentiegegevens wordt gericht aan het betaalorgaan op de datum van indiening van de eenmalige aanvraag of door elk middel vermeld in artikel D.15 van het Wetboek dat een vaste datum aan de verzending verleent.

Art. 18. De Minister bepaalt de voorwaarden voor de herziening van de referentiegegevens.

Afdeling 3. — Toekenning van de basisbetalingsrecht

Art. 19. § 1. Overeenkomstig artikel 24, § 1, eerste lid en derde lid, van Verordening nr. 1307/2013, dienen alle landbouwers die van 2015 tot 2019 in aanmerking willen komen voor betalingsrechten een aanvraag in tot toewijzing van betalingsrechten. In 2015 wordt deze aanvraag verricht via de eenmalige aanvraag en ingediend binnen dezelfde termijnen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 24, § 1, derde lid, a), i), van dezelfde Verordening worden betalingsrechten verleend aan de landbouwers die in 2013 fruit, groenten, consumptieaardappelen, pootaardappelen of siergewassen hebben geteeld of wijngaarden hebben geëxploiteerd.

Overeenkomstig artikel 24, § 1, derde lid, b), van dezelfde Verordening, worden eveneens betalingsrechten verleend aan de landbouwers die in 2014 betalingsrechten uit de nationale reserve hebben ontvangen.

Art. 20. Tenzij in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden is het aantal toegewezen betalingsrechten per landbouwer in 2015 overeenkomstig artikel 24, § 2, van Verordening nr. 1307/2013 gelijk aan het aantal subsidiabele hectaren dat de betrokken landbouwer in zijn steunaanvraag aangeeft voor 2015 en waarover hij op 31 mei 2015 beschikt.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 24, § 9, van Verordening nr. 1307/2013, worden betalingsrechten verleend aan de landbouwers die minstens een subsidiabele hectare aangeven.

Art. 22. Het betaalorgaan geeft uiterlijk op 1 april 2016 de landbouwers kennis van het aantal en de waarde van de basisbetalingsrechten voor de periode tussen 2015 tot 2019.

HOOFDSTUK VI. — Minimale toekenningsvoorwaarden

Art. 23. Overeenkomstig artikel 10, § 1, van Verordening nr. 1307/2013, ontvangt de landbouwer geen rechtstreekse betaling indien het totaalbedrag van de voor een bepaald kalenderjaar aangevraagde of toe te kennen rechtstreekse betalingen vóór de toepassing van artikel 63 van Verordening nr. 1306/2013 lager is dan 100 EUR.

Art. 24. Om in aanmerking te komen voor de betaling bedoeld in artikel 34, 1°, moet de jonge landbouwer, in de zin van artikel 30, § 11, a), van Verordening nr. 1307/2013 of de landbouwer die met een landbouwactiviteit begint in de zin van artikel 30, § 11, b), van Verordening nr. 1307/2013, aan één van de opleidingsvoorwaarden bedoeld in artikel 58 voldoen.

HOOFDSTUK VII. — Waarde van de basisbetalingsrechten en convergentie

Art. 25. In dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° initiële waarde per eenheid van de betalingsrechten : de waarde per eenheid van de basisbetalingsrechten berekend in 2015;

2° waarde per eenheid van de betalingsrechten : de jaarlijks berekende waarde van de basisbetalingsrechten;

3° regionale waarde per eenheid: de gemiddelde regionale waarde per eenheid van de basisbetalingsrechten in 2019.

Art. 26. Om de waarde per eenheid van de rechten te bepalen, wordt gebruik gemaakt van de berekeningsmethode vastgesteld in artikel 25, § 2, van Verordening nr. 1307/2013.

Art. 27. § 1. Als de initiële waarde per eenheid van de rechten voor 2019 lager is dan negentig procent van de regionale waarde per eenheid, wordt ze overeenkomstig artikel 25, § 4, eerste lid, van Verordening nr. 1307/2013, verhoogd met ten minste één derde van het verschil tussen de initiële waarde per eenheid en negentig procent van de regionale waarde per eenheid.

Overeenkomstig artikel 25, § 4, derde lid, van Verordening nr. 1307/2013, is de waarde per eenheid van de rechten voor 2019 minstens gelijk aan zestig procent van de regionale waarde per eenheid, behalve als de financiering van die drempel de verlaging van de basisbetalingsrechten nodig maakt boven de drempel van dertig procent bepaald in paragraaf 2.

In dit geval is de Minister ertoe gemachtigd om een minimale drempel lager dan zestig procent te bepalen voor de waarde per eenheid van de rechten.

§ 2. Met het oog op de financiering van de verhogingen van de waarde per eenheid van de rechten bedoeld in paragraaf 1, wordt het bedrag van de rechten waarvan de initiële waarde hoger is dan de regionale waarde per eenheid, overeenkomstig artikel 25, § 7, van Verordening nr. 1307/2013 evenredig verminderd.

Deze evenredige verlaging kan echter niet hoger zijn dan dertig procent van de initiële waarde per eenheid van de basisbetalingsrechten.

Art. 28. De initiële waarde per eenheid van de rechten wordt berekend overeenkomstig artikel 26, § 3, van Verordening nr. 1307/2013.

Art. 29. Indien als gevolg van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden de waarde van een rechtstreekse betaling voor 2014 ten minste gelijk is aan vijftientig procent van het bedrag van 2013, wordt dan de initiële waarde per eenheid, overeenkomstig artikel 19, § 2, van Verordening nr. 639/2014, vastgesteld op basis van de bedragen ontvangen door de landbouwer in 2013.

HOOFDSTUK VIII. — *Overdracht van de basisbetalingsrechten*

Art. 30. Bij een overdracht van de betalingsrechten overeenkomstig artikel 8, § 1, van Verordening nr. 641/2014, stelt de landbouwer het betaalorgaan uiterlijk op de uiterste indieningsdatum van de eenmalige aanvraag in kennis ervan.

Art. 31. De basisbetalingsrechten kunnen overgedragen worden na de definitieve vastlegging ervan.

Art. 32. Overeenkomstig artikel 34, § 4, van Verordening nr. 1307/2013, kan de Minister beslissen om een inhouding op de overdrachten zonder grond uit te voeren. In dit geval bepaalt hij het percentage van de inhouding overeenkomstig artikel 26 van Verordening nr. 639/2014.

HOOFDSTUK IX. — *Reserve*

Art. 33. De Minister bepaalt de lineaire procentuele verlaging van het toepasselijk maximum van de basisbetalingsregeling bedoeld in artikel 30, § 2, van Verordening nr. 1307/2013 en de lineaire verlaging van de waarde van het betalingsrecht bedoeld in artikel 31, § 1, *f*, van Verordening nr. 1307/2013.

Art. 34. Overeenkomstig artikel 30, § 6 en 7, van Verordening nr. 1307/2013, wordt de reserve in de volgende orde gebruikt voor :

1° de basisbetalingsrechten aan de jonge landbouwer, in de zin van artikel 30, § 11, *a*), van Verordening nr. 1307/2013, en de basisbetalingsrechten aan de landbouwers die met een landbouwactiviteit beginnen, in de zin van artikel 30, § 11, *b*), van Verordening nr. 1307/2013;

2° de basisbetalingsrechten aan de landbouwers om het verlaten van de gronden te voorkomen, met inbegrip van gebieden waar aan één of andere vorm van overheidssteun gekoppelde herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's gaande zijn;

3° de basisbetalingsrechten aan de landbouwers die, wegens een geval van overmacht of buitengewone omstandigheid, geen basisbetalingsrechten hebben kunnen ontvangen;

4° de dekking van de jaarlijkse behoeften voor de toe te kennen betalingen overeenkomstig artikel 51, § 2, van Verordening nr. 1307/2013.

Art. 35. § 1. De landbouwers die overeenkomstig artikel 34 in aanmerking willen komen voor een toegang tot de reserve van het kalenderjaar 2015, verzoeken erom aan de hand van de eenmalige aanvraag bedoeld in artikel 3.

Deze aanvraag geldt als aanvraag tot toekenning van basisbetalingsrechten. Ze wordt uiterlijk op 31 mei 2015 overgemaakt aan het betaalorgaan. Het betaalorgaan verzoekt de landbouwer de nodige bewijsstukken te verstrekken voor de behandeling ervan. Er wordt geen toegang tot de reserve verleend aan de landbouwer als hij deze informatie niet verstrekt of ze onvolledig verstrekt.

§ 2. Om zijn rechten tot de reserve te activeren, geeft de landbouwer in zijn steunaanvraag het gebruik van de rechten aan die hem zijn toegekend of die hij heeft gevraagd als zijn aanvraag nog niet behandeld is door het betaalorgaan op het tijdstip van de indiening van zijn eenmalig aanvraagformulier.

Art. 36. De Minister stelt de berekening van de waarde vast van de toegekende rechten via de reserve en kan de bewijsstukken bedoeld in artikel 35, § 1, tweede lid, bepalen.

HOOFDSTUK X. — *Hectaren die in aanmerking komen voor de basisbetalingsregeling en oppervlakten die ervoor in aanmerking komen of die er niet voor in aanmerking komen**Afdeling 1. — Hectaren die in aanmerking komen voor de regeling van de rechtstreekse betalingen*

Art. 37. Overeenkomstig artikel 32, § 1, van Verordening nr. 1307/2013, wordt een betalingsrecht geactiveerd voor elke subsidiabele hectare die door de landbouwer wordt aangegeven, in de zin van artikel 32, § 2, van Verordening nr. 1307/2013.

Het landbouwareaal dat voor een landbouwactiviteit wordt gebruikt, met inbegrip van de activiteit in verband met de instandhouding van het areaal in een voor beweiding of teelt geschikte staat zoals bedoeld in artikel 8, is subsidiabel.

Voor de toepassing van artikel 4, § 2, eerste lid, *c*), van Verordening nr. 1307/2013, bepaalt de Minister voor hakhout met korte omlooptijd de boomsoorten en de maximale omlooptijd ervan.

Het landbouwareaal dat voor niet-landbouwdoeleinden wordt gebruikt is subsidiabel als het hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden in de zin van artikel 38 wordt gebruikt.

Art. 38. § 1. Overeenkomstig artikel 32, § 3, *a*), van Verordening nr. 1307/2013, wordt een landbouwareaal van een bedrijf, dat ook voor niet-landbouwactiviteiten wordt gebruikt, aangemerkt als een overwegend voor landbouwactiviteiten gebruikt areaal als de landbouwer de toelating heeft gekregen om deze niet-landbouwactiviteit op dit areaal uit te voeren.

Overeenkomstig artikel 32, § 3, tweede lid, van Verordening nr. 1307/2013, wordt de machtiging bedoeld in het eerste lid enkel verleend voor niet-landbouwactiviteiten die een landbouwactiviteit niet hinderen door de intensiteit, de aard, de duur en de planning van deze activiteiten, zoals bedoeld door de Minister.

§ 2. De machtiging voor een niet-landbouwgebruik van de landbouwarealen wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° de verplichtingen, vereisten en normen van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 en meer bepaald de goede landbouw- en milieucondities worden in acht genomen;

2° de agronomische waarde van de landbouwarealen op korte, middellange of lange termijn mag niet lijden onder de wijze van niet-landbouwgebruik van bedoelde oppervlaktes;

3° de niet-landbouwactiviteit heeft een uitzonderlijk karakter, is in de tijd beperkt en vindt plaats op precieze data die via een toelatingsaanvraag bij het betaalorgaan gekend zijn;

4° het betrokken landbouwperceel staat niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstigadviesregeling met het oog op de bescherming van bedoeld gebied, en van zijn flora of fauna gelocaliseerd door de bevoegde administratieve overheden van de administratie;

5° het betrokken landbouwareaal staat niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstigadviesregeling met het oog op de bescherming van een dichtbijgelegen archeologische site vanwege het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Wat betreft de punten 4° en 5°, met het oog op het verkrijgen van deze machtiging voor een niet-landbouwgebruik van de landbouwarealen, verklaart de aanvrager op erewoord dat de betrokken arealen niet onder een waarschuwings-, verwittigings- of ongunstig-adviesregeling geplaatst werden door bevoegde overheden. De Minister kan bewijsmiddelen bepalen waaruit kan worden afgeleid dat aan de punten 4° en 5° is voldaan.

§ 3. De Minister bepaalt de procedure met het oog op het verkrijgen van de machtiging bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, evenals de toekenningsvoorwaarden ervan.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1, kan de Minister de toestemming geven, bij voorafgaande kennisgeving bij een territoriale dienst, om de activiteiten met een kleine impact op de landbouwactiviteit voort te zetten. Als de Minister deze bevoegdheid uitoefent, bepaalt hij dan de lijst van deze activiteiten.

Art. 39. Overeenkomstig artikel 33 van Verordening nr. 1307/2013, behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, staan de aangegeven percelen ter beschikking van de landbouwer op 31 mei van het kalenderjaar.

Afdeling 2. — Bepaling van de subsidiabele arealen binnen de subsidiabele hectaren

Art. 40. § 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1, eerste lid, van Verordening nr. 640/2014, worden volgende bijzondere topografische kenmerken in de subsidiabele oppervlakte van het landbouwperceel opgenomen voor zover de lintelementen niet meer dan twee meter breed zijn en de oppervlakte-elementen niet meer dan 100 m² bedragen :

- 1° de grachten;
- 2° de muren;
- 3° de bomen, alleenstaand of in rijen;
- 4° de waterlopen;
- 5° de vijvers en de poelen.

Overeenkomstig artikel 9, § 1, tweede lid, van Verordening nr. 640/2014, maakt de oppervlakte ingenomen door hagen van minder dan tien meter breed deel uit van de subsidiabele oppervlakte van het landbouwperceel.

2. Binnen het landbouwperceel, worden de oppervlaktes, ingenomen door volgende elementen, beschouwd als niet-subsidiabele oppervlaktes :

- 1° de landbouwgebouwen en -infrastructuren;
- 2° de wegen die aan de door de Minister bepaalde criteria voldoen;
- 3° de puinhellingen;
- 4° de opslagplaatsen voor landbouwproducten met een oppervlakte ingenomen door harde dekkingen;
- 5° de opslagplaatsen voor allerhande producten voor zover ze een impact hebben op de landbouwactiviteit;
- 6° de oppervlaktes die grondwerken of gevoelige wijzigingen van het bodemreliëf ondergingen met een impact op de landbouwactiviteit.

Wat betreft de punten 1°, 3°, 4° en 5°, bepaalt de Minister de oppervlakte vanaf dewelke deze elementen als niet-subsidiabele elementen worden beschouwd.

Wat betreft het punt punt 5°, bepaalt de Minister de inhoud van de opslagplaats.

Deze oppervlaktes worden in mindering van de landbouwoppervlakte gebracht.

Art. 41. Overeenkomstig artikel 9, § 3, tweede lid, van Verordening nr. 640/2014, wordt een bebost landbouwperceel als een landbouwperceel beschouwd als de bomendichtheid per hectare lager is dan 100 bomen.

Deze bepaling is niet van toepassing op blijvend grasland. Blijvend grasland is onderworpen aan de toepassing van een verlagingscoëfficiënt bedoeld in artikel 42.

Art. 42. In toestanden waarin zones met struikgewas, bomen, puinophoppingen verspreid voorkomen in permanent weideland, wordt er, overeenkomstig artikel 10 van Verordening nr. 640/2014, een verlagingscoëfficiënt berekend in functie van de niet-subsidiabele oppervlakte.

In de eenmalige aanvraag worden die percelen van een specifieke code voorzien.

De Minister bepaalt het verlagingscoëfficiënt bedoeld in paragraaf 1 in functie van de verschillende types homogene bodembedekking.

HOOFDSTUK XI. — Groene betaling

Afdeling 1. — Bedrag van de groene betaling

Art. 43. Overeenkomstig artikel 43, § 9, lid 3, van Verordening nr. 1307/2013 wordt het bedrag van de groene betaling jaarlijks berekend op grond van een percentage van de totale waarde van de basisbetalingsrechten die de landbouwer heeft geactiveerd.

Afdeling 2. — Gewasdiversificatie

Art. 44. De Minister is ertoe gemachtigd de begrippen « wintergewas » en « zomergewas » bedoeld in artikel 44, § 4, lid 2, van Verordening nr. 1307/2013 te omschrijven.

Afdeling 3. — Blijvend grasland

Art. 45. Blijvend grasland dat eveneens aangewezen wordt met de begrippen "UG2", "UG3" of "UG4" in de zin van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, worden als ecologisch kwetsbaar blijvend grasland beschouwd in de zin van artikel 45, § 1, lid 1, van Verordening nr. 1307/2013.

De Minister is gemachtigd om andere ecologisch kwetsbare blijvende graslanden dan die bedoeld in lid 1 aan te wijzen.

Art. 46. Overeenkomstig artikel 45, § 2, lid 5, van Verordening nr. 1307/2013 is de verplichting tot instandhouding van het aandeel blijvend grasland van toepassing op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De Minister bepaalt, met inachtneming van de perken vastgesteld in artikel 44 van Verordening nr. 639/2015, de toepasbare verplichtingen wanneer het jaarlijks aandeel met meer dan 2,5 percent verminderd in verhouding tot het referentie-aandeel.

In de omstandigheden vernoemd in artikel 43, § 3, van Verordening nr. 639/2014 kan de Minister het referentie-aandeel, vastgesteld overeenkomstig artikel 45, § 2, lid 1, van Verordening nr. 1307/2013, aanpassen.

Afdeling 4. — Ecologisch waardevolle oppervlaktes

Art. 47. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° bomenrijen : een rij inlandse boomsoorten in de zin van artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, waarbij de kruinen, die minstens een diameter van vier meter hebben, niet meer dan vijf meter van elkaar verwijderd zijn;

2° alleenstaande boom: alleenstaande boom met een kruindiameter van minstens vier meter, alsook de merkwaaardige bomen bedoeld in artikel 266 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie met een kruindiameter van minstens vier meter, behalve als er gesnoeid wordt;

3° weiderand: weiderand tussen één en twintig meter breed die niet voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt;

4° bosje: bosje, samengesteld uit voornamelijk inheemse houtplanten, met een maximumoppervlakte van 30 are en een breedte van minstens tien meter;

5° haag: ononderbroken stuk inheemse bomen of struiken met een minimumlengte van 10 meter en een maximumbreedte van tien meter;

6° bos: land dat een oppervlakte van meer dan 0,3 hectare in beslag neemt met bomen die meer dan vijf meter hoog kunnen zijn en met een schutbos van meer dan tien percent, of met bomen die deze drempels in situ kunnen bereiken, met uitzondering van de gronden die voornamelijk voor landbouw of verstedelijking bestemd zijn;

7° gracht: twee tegenovergestelde hellingen in "V" vorm die niet op natuurlijke wijze zijn ontstaan en waarvan de watervoorziening van de neerslag afhangt en met een maximale breedte van zes meter;

8° groep van bomen: groep van inheemse bomen, van meer dan tien meter breed, die een oppervlakte van één tot dertig are bedekt en waarvan de ruimte tussen de kruinen niet meer dan vijf meter bedraagt, waarbij elke boom op anderhalve meter van de grond, een omtrek van minstens veertig centimeter heeft;

9° poel: stilstaande watervlak van één tot tien are, die een strook oevervegetatie van maximum tien meter breed langs de rand van het water kan bevatten en met een minimale wateroppervlakte van 25 m² vanaf 1 november tot en met 31 mei;

10° kreupelbossen met korte rotatie: kreupelbossen met korte rotatie in de zin van artikel 1, 18°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014.

Art. 48. § 1. Overeenkomstig artikel 46, § 2, van Verordening nr. 1307/2013 worden de volgende gebieden als ecologisch aandachtsgebied beschouwd :

1° braakliggend land dat gedurende de vijf jaar die voorafgaan aan de opnemings in deze gebieden geen blijvend grasland was;

2° landschapselementen, met inbegrip van elementen die grenzen aan het bouwland van het bedrijf; zij kunnen landschapselementen zijn die niet tot het subsidiabele areaal behoren overeenkomstig artikel 76, § 2, onder c), van Verordening nr. 1306/2013;

3° bufferstroken langs de waterlopen, met inbegrip van bufferstroken bedekt met blijvend grasland, mits deze verschillend zijn van het aangrenzende subsidiabele landbouwareaal;

4° hectaren onder boslandbouw die overeenkomstig artikel 23 van Verordening nr. 1305/2013 steun ontvangen of hebben ontvangen;

5° stroken subsidiabele hectaren langs bosranden;

6° arealen met kreupelbossen met korte rotatie, waarop geen minerale meststoffen en/of gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt;

7° arealen met vanggewassen, of door het planten en kiemen van zaden ontstaan plantendek, waarop de wegingsfactoren bedoeld in artikel 54, eerste lid, van toepassing zijn;

8° arealen met stikstofbindende gewassen.

§ 2. De landschapselementen bedoeld in paragraaf 1, 2°, zijn:

1° de hagen;

2° de alleenstaande bomen;

3° de bomenrijen;

4° de groepen bomen of een bosje;

5° de weideranden;

6° de poelen en de vijvers;

7° de grachten.

Art. 49. Overeenkomstig artikel 45, § 5, van Verordening nr. 639/2014, zijn de bufferstroken langs een waterloop zes meter breed. De bufferstroken mogen begraasd of gemaaid worden op voorwaarde dat de bufferstroken steeds kunnen worden onderscheiden van de aangrenzende landbouwgrond.

Het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen is verboden op deze bufferstroken met uitzondering van de plaatselijke bestrijdingen van distel en rumex.

Art. 50. Overeenkomstig artikel 45, § 7, van Verordening nr. 639/2014 is de landbouwproductie niet toegestaan op de stroken subsidiabele hectaren langs bosranden. Deze stroken mogen evenwel begraaasd of gemaaid worden op voorwaarde dat deze stroken subsidiabele hectaren langs bosranden steeds kunnen worden onderscheiden van de aangrenzende landbouwgrond. De minimumbreedte van deze stroken subsidiabele hectaren bedraagt zes meter. De maximumbreedte bedraagt 10 meter.

De meststoffen en de gewasbeschermingsmiddelen zijn verboden op deze bufferstroken met uitzondering van de plaatselijke bestrijdingen van distel en rumex.

Art. 51. Overeenkomstig artikel 45, § 8, van Verordening nr. 639/2014, voor arealen met kreupelbossen met korte rotatie waar geen minerale meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen worden toegepast, stelt de Minister een lijst van soorten op die hiervoor kunnen worden gebruikt.

Overeenkomstig artikel 45, § 8, van Verordening nr. 639/2014 kunnen enkel onkruidverdelgers worden gebruikt en uitsluitend tijdens het eerste jaar van aanplanting.

Art. 52. De Minister stelt de lijst op van de mengsels van gewassoorten bedoeld in artikel 45, § 9, van Verordening nr. 639/2014, die kunnen worden gebruikt voor de vanggewassen of de groenbedekking, alsook de periode voor de inzaai.

De Minister kan de bijkomende voorwaarden bedoeld in dit artikel bepalen.

Art. 53. De Minister bepaalt de lijst van de stikstofbindende gewassen vermeld in artikel 45, § 10, van Verordening nr. 639/2014, alsook hun groeiseizoen.

De Minister kan de bijkomende voorwaarden bedoeld in dit artikel bepalen.

Art. 54. Overeenkomstig artikel 46, § 3, van Verordening nr. 1307/2013, gebruikt het betaalorgaan om het totaal aantal hectaren van het ecologisch aandachtsgebied van een bedrijf te berekenen, de wegingsfactoren omschreven in bijlage X bij Verordening nr. 1307/2013.

Overeenkomstig artikel 46, § 3, van Verordening nr. 1307/2013, gebruikt het betaalorgaan om het totaal aantal hectaren van het ecologisch aandachtsgebied van een bedrijf te berekenen voor de hagen, de alleenstaande bomen, de bomenrijen, de weideranden en de grachten, de omzettingsfactoren omschreven in bijlage X bij Verordening nr. 1307/2013.

HOOFDSTUK XII. — *Herverdelingsbetaling*

Art. 55. Overeenkomstig artikel 41, §§ 1 en 2, van Verordening (EG) nr. 1307/2013 wordt een herverdelingsbetaling aan de landbouwers toegekend.

Overeenkomstig artikel 41, § 4, van dezelfde Verordening wordt de waarde van de herverdelingsbetaling van een landbouwer elk jaar berekend door een bedrag te vermenigvuldigen met het aantal geactiveerde basisbetalingsrechten van de landbouwer.

De Minister bepaalt het percentage van de regionale gemiddelde betaling per hectare om het in het tweede lid bedoelde bedrag te vast te stellen.

Art. 56. § 1. Overeenkomstig artikel 41, § 4 van Verordening nr. 1307/2013 kan de herverdelingsbetaling voor maximum 30 ha toegekend worden.

§ 2. Overeenkomstig artikel 41, § 8, van Verordening nr. 1307/2013 is het in § 1 bedoelde maximum aantal hectaren van toepassing op het niveau van de leden van de rechtspersonen of groepen van natuurlijke of rechtspersonen die hebben bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuren van de betrokken rechtspersonen of groepen door mee te werken of hun kapitaal in te brengen over een door de Minister bepaalde periode.

Alleen de leden van de groepen van natuurlijke personen die voor een door de Minister bepaalde periode een effectieve controle uitoefenen op het bedrijf, komen in aanmerking voor het eerste lid.

Alleen de leden van de rechtspersonen en van de groepen van rechtspersonen die deelnemen aan de winsten en financiële risico's en werkelijk werken voor de rechtspersoon of voor de groep, komen in aanmerking voor het eerste lid. De leden van de rechtspersonen en groepen van rechtspersonen leven elke verplichting na die vastgesteld is door een herziening van de Waalse wetgeving betreffende de rechten en verplichtingen van de individuele landbouwers, in het bijzonder wat betreft hun economisch, sociaal en fiscaal statuut.

De Minister kan maatregelen treffen om de uitvoering van deze bepaling nader te bepalen.

Art. 57. § 1. De herverdelingsbetaling wordt aan de landbouwers toegekend om een familiale en ecologisch intensieve landbouw in de zin van artikel D.1 van het Wetboek te bevorderen.

§ 2. Wanneer het betaalorgaan kennis heeft van technieken om de herverdelingsbetaling kunstmatig te ontvangen, met inbegrip van een splitsing van een bedrijf, past het de omzeilingsclausule bedoeld in artikel 60 van Verordening 1306/2013 en in artikel 62 toe.

HOOFDSTUK XIII. — *Betaling ten gunste van de jonge landbouwers*

Art. 58. § 1. Om als jonge landbouwer erkend te worden, vervult de natuurlijke persoon de voorwaarden bedoeld in artikel 50, § 2, van Verordening nr. 1307/2013.

Overeenkomstig artikel 50, § 3, van Verordening nr. 1307/2013, is bedoelde persoon ook houder van één van de volgende kwalificaties:

1° een bachelordiploma of een master in een agronomische oriëntatie of een gelijkwaardig diploma erkend door een andere lidstaat van de Europese Unie;

2° een door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en het kwalificatiegetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs, met een oriëntatie landbouw of tuinbouw of de gelijkwaardige getuigschriften erkend door een andere lidstaat van de Europese Unie;

3° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs behaald aan het einde van het technisch doorstromingsonderwijs in de agronomische wetenschappen of het gelijkwaardige diploma erkend door een andere lidstaat van de Europese Unie;

4° een diploma van het hoger of universitair onderwijs met een niet-agronomische oriëntatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een andere lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector;

5° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs buiten de landbouw- of tuinbouworiëntatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een andere lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector.

§ 2. Bij gebrek aan één van de in § 1, tweede lid, bedoelde kwalificaties beschikt de jonge landbouwer over een praktijkervaring gelijkwaardig aan minstens vijf jaar ofwel in hoofdberoep als medewerker, ofwel voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector en is hij houder van één van de volgende documenten :

1° een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;

2° een door de Duitstalige Gemeenschap uitgereikt opleidingsgetuigschrift voor landbouwers;

3° een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren.

§ 3. Een in § 2 bedoelde praktijkervaring van hoogstens 5 jaar wordt bewezen door een verhoor bij het Vestigingscomité.

Alleen de landbouwer die over de in § 1, tweede lid, 4° en 5° bedoelde documenten beschikt of degene die over de in § 1, tweede lid, bedoelde documenten beschikt en die slechts een praktijkervaring van drie jaar heeft, kunnen vragen om bij het Vestigingscomité gehoord te worden.

Art. 59. Het bedrag van de betaling ten gunste van de jonge landbouwers wordt berekend overeenkomstig artikel 50, § 8, van Verordening nr. 1307/2013.

Overeenkomstig artikel 50, § 9, van Verordening nr. 1307/2013 wordt het bedrag van de betaling ten gunste van de jonge landbouwers beperkt op 90 ha.

HOOFDSTUK XIV. — *Vestigingscomité*

Art. 60. § 1. Er wordt een Vestigingscomité opgericht, hierna het Comité genoemd, dat bestaat uit :

1° een personeelslid van het betaalorgaan om het secretariaat waar te nemen;

2° een deskundige in de landbouweconomie;

3° drie technische deskundigen die de verschillende technisch-economische richtingen vertegenwoordigen.

De personen hebben erkende kennis inzake landbouw en landbouwopleiding.

Bij elke volledige hernieuwing van de leden van het Comité doet het bestuur een oproep tot de kandidaten. Dit oproep wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Waalse Gewest. Het bepaalt de toe te kennen mandaten, de termijnen toegestaan voor de indiening van de kandidaturen en het adres waaraan ze gericht moeten worden.

De leden van het Comité worden op de voordracht van de Minister door de Waalse Regering benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden onder de leden benoemd door de Minister.

De Regering kan in de loop van een mandaat nieuwe leden aanwijzen nadat het Comité de posten vacant verklaard heeft.

Het Comité kan in het kader van zijn werken elke persoon die het wil horen en die bijzondere vaardigheden en kennis heeft i.v.m. het door hem behandelde dossier uitnodigen.

§ 2. De Minister bepaalt het huishoudelijk reglement van het comité.

De leden van het Comité hebben recht op 50 euro per zitting en op de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de voor de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst vastgestelde schaal.

HOOFDSTUK XV. — *Bedrijfsregister*

Art. 61. De landbouwer houdt een bedrijfsregister waarin hij de op de percelen van zijn bedrijf uitgevoerde verrichtingen vermeldt.

Het register bevat minstens :

1° de handelsnaam van de variëteiten die in de lente of de winter worden gezaaid;

2° de identificatie van het perceel;

3° de oppervlakte van het perceel en lengte of de topografische bijzonderheden van de percelen of van sommige elementen bepaald door de Minister;

4° de data van het inzaaien;

5° de samenstelling van de bedekking;

6° de data van vernietiging en van de oogst;

7° het gebruik van bemestingsmiddelen, meststoffen of fytofarmaceutische producten.

De aanvullende inhoud en de vorm van het bedrijfsregister worden door de Minister bepaald. Zo niet is de vorm vrij.

HOOFDSTUK XIV. — *Omzittingsclausule*

Art. 62. Overeenkomstig artikel 60 van Verordening nr. 1306/2013 wordt geen van de voordelen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan landbouwers en natuurlijke personen of rechtspersonen van wie is komen vast te staan dat zij kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke voordelen in aanmerking te komen en dus een voordeel zouden genieten dat niet in overeenstemming is met de doelstellingen van dit besluit.

HOOFDSTUK XVII. — Slotbepalingen

Art. 63. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, 16 september 2010, 15 mei 2014 en 13 juni 2014;

1° het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 betreffende de overdracht van toeslagrechten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 oktober 2007 en 24 april 2008;

1° het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagerechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 januari 2008 en 7 augustus 2008;

1° het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoelagerechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoelageregelgeving in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 januari 2008;

5° artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector.

Art. 64. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22057]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Conseil national de la promotion de la qualité, institué auprès du Service des soins de santé. — Nomination de membres

Par arrêté royal du 22 février 2015, le Dr. CREEMERS Michel, médecin généraliste agréé, est nommé en qualité de membre effectif au Conseil national de la promotion de la qualité, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, au titre de représentant d'une organisation professionnelle représentative des médecins, à partir du 30 septembre 2014.

Par le même arrêté, le Dr. GOUBELLA Ahmed, médecin spécialiste, est nommé à partir du jour de la présente publication, en qualité de membre suppléant audit Conseil, au titre de représentant d'une organisation professionnelle représentative des médecins.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22057]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Nationale raad voor kwaliteitspromotie, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 22 februari 2015, wordt Dr. CREEMERS Michel, erkend huisarts, benoemd in de hoedanigheid van werkend lid bij de Nationale raad voor kwaliteitspromotie, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, als vertegenwoordiger van een representatieve beroepsorganisatie van de geneesheren, vanaf 30 september 2014.

Bij hetzelfde besluit, wordt Dr. GOUBELLA Ahmed, geneesheerspecialist, benoemd vanaf de dag van deze bekendmaking, in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid bij genoemde raad, als vertegenwoordiger van een representatieve beroepsorganisatie van de geneesheren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22055]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Groupe de direction promotion de la qualité de l'art dentaire, institué auprès du Service des soins de santé. — Démission et nomination d'un membre

Par arrêté royal du 22 février 2015, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre effectif auprès du Groupe de direction promotion de la qualité de l'art dentaire, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mme DE PAEPE Regina.

Par le même arrêté, Mme CLÈVE Aude, est nommée en qualité de membre effectif audit Groupe de direction, au titre de représentante d'un organisme assureur, en remplacement de Mme DE PAEPE Regina, dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22055]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Stuurgroep kwaliteitspromotie tandheelkunde, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslag en benoeming van een lid

Bij koninklijk besluit van 22 februari 2015, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit haar functies van werkend lid bij de Stuurgroep kwaliteitspromotie tandheelkunde, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan Mevr. DE PAEPE Regina.

Bij hetzelfde besluit, wordt Mevr. CLÈVE Aude, benoemd in de hoedanigheid van werkend lid bij voornoemde stuurgroep, als vertegenwoordigster van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van Mevr. DE PAEPE Regina, wier mandaat zij zal voleindigen.